



N° 61-220-XIF au catalogue

La Loi sur les déclarations des personnes morales

2004



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de l'organisation et des finances de l'industrie, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : 1 800 263-1136).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel ***infostats@statcan.ca***

Site Web ***www.statcan.ca***

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 61-220-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à ***www.statcan.ca*** et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur *www.statcan.ca* sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Division de l'organisation et des finances de l'industrie

La Loi sur les déclarations des personnes morales

2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Mai 2006

N° 61-220-XIF au catalogue

ISSN 1499-8564

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 61-220-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Informations pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Nota

La « gestion de sociétés et d'entreprises » (SCIAN 55) ne faisant pas l'objet d'une consolidation au niveau de l'entreprise est exclue des totalisations du présent rapport. Depuis le milieu des années 1980, les sociétés de portefeuille sont également exclues de la publication de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*.

En 2004, l'« **Union européenne** » comprenait les pays suivants : Belgique, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande, Suède, Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie et Slovénie.

Avant 2004, l'« **Union européenne** » comprenait les pays suivants : Belgique, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume-Uni, Grèce, Espagne, Portugal, Autriche, Finlande et Suède.

En raison de l'arrondissement de certains chiffres, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs composantes.

Remerciements

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

Cynthia Baumgarten	directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
Mary Beth Garneau	directrice adjointe, Division de l'organisation et des finances de l'industrie
David Sabourin	chef, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et de l'analyse structurelle
Karine Liu	économiste, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et de l'analyse structurelle
Neelam Prakash	analyste, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et de l'analyse structurelle
Andrea Farkas	analyste, Section de la Loi sur les déclarations des personnes morales et de l'analyse structurelle
Louise Noel	chef d'unité, Services aux clients
Susan Jabbour	aide technique, Services aux clients
Gaston Mongeon	commis principal à la statistique

Préface

Les progrès technologiques et l'évolution des conditions du marché ont mené à une plus grande internationalisation du monde des affaires. En pleine croissance, compétitive et misant sur son patrimoine de ressources naturelles, sur une population active hautement qualifiée et sur une qualité de vie incomparable, l'économie canadienne offre aux chefs d'entreprises du monde entier des possibilités d'investissement intéressantes. Les entreprises étrangères ont accès à l'économie canadienne principalement de trois façons : grâce à l'établissement de filiales et de nouvelles entreprises, à l'investissement direct dans des sociétés canadiennes ou à la fusion et à l'acquisition d'entreprises canadiennes. Plus que jamais, il importe de disposer de données sur les aspects transnationaux de l'économie afin de mieux comprendre cette nouvelle ère économique. C'est l'objectif que vise le présent rapport.

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* constitue un instrument clé permettant de mesurer le contrôle étranger. L'application de cette loi relève de Statistique Canada, sous l'autorité du ministre de l'Industrie. Elle a pour objet la collecte de données sur la situation financière et sur la propriété des sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada, ainsi que l'utilisation de ces données en vue d'évaluer l'ampleur du contrôle des non-résidents sur l'économie des sociétés canadiennes ainsi que les effets qui s'y rattachent.

En vertu de cette loi, les sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada, et dont l'actif pour la période de déclaration excède 10 millions de dollars ou dont les revenus bruts tirés d'activités commerciales menées au Canada excèdent 15 millions de dollars, sont tenues de fournir à Statistique Canada des données financières ainsi que des données sur la propriété. Les sociétés dont l'actif ou les revenus bruts se situent en deçà de ces seuils, mais dont la valeur comptable des titres de créance à long terme ou des actions détenus directement ou indirectement par des non-résidents est supérieure à 200 000 \$, doivent aussi fournir ces données. Dans l'ensemble, environ 40 000 sociétés remplissaient ces conditions pour l'année de référence 2004.

La notion de contrôle qui se rattache au présent rapport englobe à la fois le contrôle « direct » et le contrôle « effectif ». Un particulier, un groupe ou une société exerce un contrôle direct sur une société s'il ou elle détient — directement ou indirectement — plus de 50 % des actions donnant droit de vote. Il peut y avoir contrôle effectif d'une société lorsque personne ne possède la majorité des actions donnant droit de vote, par exemple, si plus de 50 % des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société. Dans l'optique de Statistique Canada, une société est sous contrôle étranger si cette société fait l'objet d'un contrôle « direct » ou « effectif » de la part d'un particulier, d'un groupe ou d'une société qui ne réside pas au Canada.

Depuis l'année de référence 1999, les statistiques financières sont recueillies et compilées sur la base du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ce système a été élaboré par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis afin de fournir un cadre uniforme pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données statistiques sur les branches d'activité de ces trois pays.

En vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, un rapport faisant la synthèse de la portée du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement. C'est la raison d'être du présent rapport, qui est déposé pour l'année de référence 2004.

Cynthia Baumgarten
Directrice, Division de l'organisation et des finances de l'industrie

Table des matières

Sommaire exécutif	7
Introduction	8
Section 1 Toutes les branches d'activité	9
1.1 Introduction	9
1.2 Contrôle étranger	10
1.3 Domination des États-Unis	12
1.4 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier	13
Section 2 Branches d'activité non financières	15
2.1 Contrôle étranger — 2004	15
2.2 Perspective historique	16
2.3 Part étrangère	16
2.4 Part selon la branche d'activité	17
Section 3 Branches d'activité financières et assurances	21
3.1 Contrôle étranger - 2004	21
3.2 Part étrangère	22
3.3 Part selon la branche d'activité	23
Section 4 Rendement économique	25
4.1 Contrôle étranger — 2004	25
4.2 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier	26
4.3 À l'échelle de la branche d'activité	26
Produits connexes	30
Tableaux statistiques	
1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	32
2 Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	33
3 Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	34
4 Services publics	35
5 Construction	36
6 Fabrication	37

Table des matières – suite

7	Commerce de gros	38
8	Commerce de détail	39
9	Transport et entreposage	40
10	Industrie de l'information et industrie culturelle	41
11	Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	42
12	Sociétés d'assurance et activités connexes	43
13	Autres industries financières	44
14	Intermédiation financière par le biais de dépôts	45
15	Services immobiliers et services de location et de location à bail	46
16	Services professionnels, scientifiques et techniques	47
17	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	48
18	Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	49
19	Arts, spectacles et loisirs	50
20	Hébergement et services de restauration	51
21	Réparation, entretien et services personnels	52
22	Total des branches d'activité financières et assurances	53
23	Total des branches d'activité non financières	54
24	Total de toutes les branches d'activité (sauf la gestion de sociétés et d'entreprises)	55

Qualité des données, concepts et méthodologie

Sources de données	56
Méthodologie	57
Concepts et indicateurs	60

Appendice

A. Bibliographie	65
------------------	----

Sommaire exécutif

La part du contrôle étranger dans l'économie canadienne est demeurée stable en 2004, malgré une forte croissance de l'actif et des revenus sous contrôle étranger. Les sociétés sous contrôle étranger ont continué de représenter 30,0 % de tous les revenus d'exploitation générés au Canada, et 21,9 % de l'actif détenu au Canada. Ces proportions ont peu changé depuis 2000.

La croissance de l'économie canadienne a été modérée en 2004. En effet, on a enregistré une légère hausse des taux de croissance des revenus des sociétés, les revenus des sociétés sous contrôle étranger ayant augmenté de 6,7 % en 2004, comparativement à 4,4 % l'année précédente.

De même, les revenus des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 5,4 % en 2004, comparativement à une hausse de tout juste 3,1 % en 2003. La vigueur du secteur des ressources naturelles, particulièrement lorsque les prix du pétrole ont dépassé le cap des 50 \$ le baril, a largement contribué à cette hausse.

Les taux de croissance des revenus des sociétés sous contrôle étranger et des sociétés sous contrôle canadien ont été remarquablement similaires, les revenus ayant à peu près doublé dans les deux cas au cours des dix dernières années.

On a enregistré une forte hausse de l'actif des sociétés en 2004, soit de 8,8 %, atteignant presque 5,0 billions de dollars. Cette hausse était attribuable tant aux sociétés sous contrôle étranger qu'aux sociétés sous contrôle canadien.

L'actif des sociétés sous contrôle étranger a augmenté de 8,3 % pour atteindre 1,1 billion de dollars, alors que l'actif des sociétés sous contrôle canadien a grimpé pour se situer à 3,9 billions de dollars, ce qui représente également une forte hausse de 8,9 %. Cela faisait suite à des taux de croissance plus modérés de 5,7 % pour les sociétés sous contrôle canadien et de 1,5 % pour les sociétés sous contrôle étranger en 2003.

Les bénéfices ont continué d'augmenter en 2004, particulièrement pour les sociétés sous contrôle étranger. Ces dernières venaient en tête avec une augmentation impressionnante de 21,7 % de leurs bénéfices, principalement en raison de la vigueur du secteur de la fabrication, qui a rebondi après avoir connu une année difficile en 2003. Les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 11,8 % en 2004.

Cette hausse importante des bénéfices des sociétés sous contrôle étranger fait suite à la hausse de 13,9 % enregistrée l'année précédente. Les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger ont fait un bond, passant de 49 milliards de dollars en 2002 à 68 milliards de dollars en 2004, une hausse soudaine de 38,6 % en deux ans seulement. Les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien ont aussi augmenté au cours de la même période, mais à un taux plus modeste de 22,4 %.

Le secteur de la fabrication a repris après avoir connu une faible performance en 2003, au moment où l'économie subissait les contrecoups d'événements comme des feux de forêt et une panne de courant généralisée. Les revenus d'exploitation du secteur de la fabrication ont augmenté de 43,1 milliards de dollars en 2004. La moitié de cette hausse est attribuable aux sociétés sous contrôle étranger. Les bénéfices du secteur de la fabrication ont atteint des niveaux jamais vus depuis 2000. Les sociétés sous contrôle étranger ont enregistré des bénéfices accrus de 5,7 milliards de dollars, comparativement à 6,2 milliards de dollars pour les sociétés sous contrôle canadien.

Parmi les sociétés sous contrôle étranger ayant des activités au Canada, les États-Unis ont continué de dominer dans une large mesure, détenant 61,0 % de l'actif et générant 62,6 % des revenus d'exploitation en 2004. Les sociétés du Royaume-Uni venaient au deuxième rang, représentant 12,0 % de l'actif et 7,0 % des revenus, suivies par celles de l'Allemagne, avec 6,5 % de l'actif et 6,9 % des revenus. La part qui reste du contrôle étranger était répartie entre plusieurs pays, principalement entre les Pays-Bas et le Japon.

Introduction

Chaque année, Statistique Canada produit des statistiques sur le contrôle étranger, conformément à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Dans le présent rapport, on fait état à la fois des niveaux actuels de ce contrôle et des tendances qui peuvent émerger. Le contrôle étranger se mesure selon les parts respectives de l'actif et des revenus d'exploitation que détiennent toutes les sociétés dont les activités au Canada sont contrôlées par des intérêts étrangers.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif permettent de prévoir à plus long terme une perspective qui reflètent l'évolution plus lente au fil du temps des décisions de portée économique et des conditions du marché. Les mesures fondées sur les revenus traduisent généralement la situation actuelle des entreprises et sont, par conséquent, plus instables que les mesures fondées sur l'actif. Les deux mesures suscitent un intérêt et figurent de ce fait dans le présent rapport, qui se divise en quatre sections.

Dans la première section, on examine l'ampleur du contrôle étranger des sociétés dans l'économie canadienne depuis les 17 années qui se sont terminées en 2004. En utilisant les plus récentes données disponibles, on y indique aussi quels pays exercent ce contrôle. Puis, on présente les tendances du contrôle étranger dans le secteur non financier et dans le secteur de la finance et des assurances.

Dans la deuxième section, on décrit plus en détail la situation du secteur non financier pour ce qui est du contrôle étranger, et dans la troisième, on traite de la situation correspondante dans le secteur de la finance et des assurances. Dans les deux sections, le contrôle étranger est présenté au niveau des branches d'activité. Toutes les analyses des branches d'activité sont fondées sur les 21 secteurs du SCIAN.

Enfin, dans la quatrième section, on examine les rapports entre le contrôle étranger et le rendement économique, celui-ci étant mesuré selon les bénéfices d'exploitation et les marges bénéficiaires.

Section 1

Toutes les branches d'activité

1.1 Introduction

L'économie canadienne a enregistré une croissance moyenne en 2004, surtout en raison de la vigueur de ses ressources naturelles. Après que les prix du pétrole eurent franchi le cap des 50 \$ le baril, le produit intérieur brut (PIB) du Canada a augmenté de 2,8 %, un taux de croissance supérieur à celui de 2,0 % enregistré par l'Europe continentale, mais inférieur à celui de 4,4 % observé aux États-Unis. L'augmentation du PIB au Canada était principalement attribuable à une hausse de la demande à l'exportation, malgré l'appréciation continue du dollar canadien sur le marché mondial (L'Observateur économique canadien, 2005).

Tableau explicatif 1.1

Actifs et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1988 à 2004) — Toutes les branches d'activité

Année	Actif			Revenus d'exploitation		
	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total	Contrôle canadien	Contrôle étranger	Total
milliards de dollars						
1988	1 491	385	1 876	857	296	1 152
1989	1 618	423	2 041	927	310	1 237
1990	1 708	453	2 160	948	323	1 271
1991	1 754	457	2 211	900	319	1 219
1992	1 783	467	2 250	865	323	1 188
1993	1 899	493	2 393	913	356	1 269
1994	2 023	523	2 545	965	401	1 367
1995	2 076	567	2 643	1 038	448	1 486
1996	2 275	631	2 906	1 099	490	1 589
1997	2 412	668	3 079	1 190	520	1 710
1998	2 540	744	3 284	1 192	553	1 746
1999	2 845	790	3 634	1 441	603	2 044
2000	3 129	834	3 963	1 609	699	2 308
2001	3 239	956	4 195	1 672	729	2 401
2002	3 380	992	4 372	1 714	716	2 430
2003	3 574	1 007	4 580	1 767	748	2 515
2004	3 893	1 091	4 984	1 862	798	2 660

Du fait de l'émergence marquée de la Chine sur la scène mondiale, les exportations vers ce pays avide de ressources ont augmenté de façon substantielle en 2004, et plus particulièrement les exportations de ressources naturelles.

En 2004, le dollar canadien a augmenté de 5 cents par rapport au dollar américain. Depuis la fin de 2002, la valeur de la devise canadienne a augmenté de plus de 12 cents par rapport à la devise américaine dans seulement deux ans, ce qui rend l'achat de produits canadiens plus coûteux sur le marché mondial. Cependant, l'augmentation de la demande de produits et de ressources canadiens a plus que compensé la hausse du dollar, entraînant ainsi une augmentation des activités d'exportation.

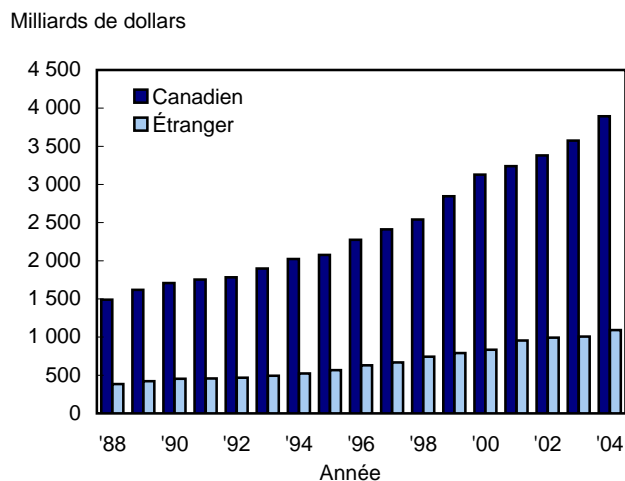
1.2 Contrôle étranger

Croissance marquée de l'actif en 2004

L'actif des sociétés a augmenté de façon importante en 2004. L'actif total des sociétés exerçant des activités au Canada a grimpé de 8,8 %, pour atteindre 5,0 billions de dollars en 2004 (tableau explicatif 1.1).¹ Cette croissance est attribuable à la fois aux sociétés sous contrôle canadien et aux sociétés sous contrôle étranger. L'actif des sociétés sous contrôle canadien a augmenté de 8,9 %, pour atteindre près de 3,9 billions de dollars, tandis que l'actif des sociétés sous contrôle étranger a connu une hausse de 8,3 %, s'établissant à 1,1 billion de dollars (tableau explicatif 1.1, graphique 1.1). Cela fait suite à des taux de croissance modérés de 5,7 % et de 4,4 % pour les sociétés sous contrôle canadien en 2003 et 2002, respectivement. Les sociétés sous contrôle étranger ont enregistré des taux de croissance légèrement plus faibles de 1,5 % en 2003 et de 3,7 % en 2002.

Graphique 1.1

Actif selon le pays de contrôle (1988 à 2004) - Toutes les branches d'activité



Toutefois, depuis 2000, la hausse de l'actif des sociétés sous contrôle étranger a été plus marquée que celle de l'actif des sociétés sous contrôle canadien. Au cours de cette période de quatre ans, les sociétés sous contrôle étranger ont augmenté leur actif total de 30,8 %,

1. Dans le présent rapport, les différences en pourcentages sont calculées selon des chiffres plus précis présentés dans les tableaux statistiques à la fin du rapport.

comparativement à 24,4 % pour les sociétés sous contrôle canadien. Cela est principalement attribuable à l'augmentation de 14,7 % enregistrée par les sociétés sous contrôle étranger en 2001.

Les revenus des sociétés ont doublé au cours des dix dernières années

Les revenus des sociétés ont augmenté de 5,8 % en 2004, pour atteindre 2,7 billions de dollars (tableau explicatif 1.1). Il s'agit d'une hausse de 145 milliards de dollars par rapport à 2003, les sociétés sous contrôle canadien ainsi que les sociétés sous contrôle étranger ayant contribué à cette hausse.

Les revenus des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 6,7 % en 2004. Cette augmentation les place juste en dessous de la marque des 800 milliards de dollars, soit le double de ce qu'ils étaient il y a dix ans (tableau explicatif 1.1, graphique 1.2). Au cours des dix dernières années, les revenus des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 98,5 %, un taux qui s'apparente à celui de 93,0 % enregistré par les sociétés sous contrôle canadien.

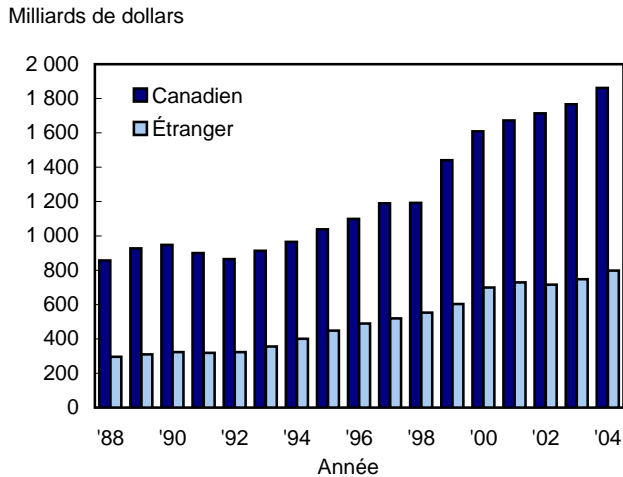
Cette progression rapide peut s'expliquer en partie par la prolifération des activités de fusion et d'acquisition à l'échelle mondiale au cours des années 1990. Le Canada, comme la plupart des autres pays industrialisés, a enregistré une hausse du nombre des activités de fusion et d'acquisition au cours de cette période. On s'attendait à ce que la synergie résultant de ces activités permette aux sociétés concernées d'augmenter leurs bénéfices. Par conséquent, les activités de fusion et d'acquisition se sont multipliées, y compris les acquisitions transfrontalières.

Les sociétés sous contrôle étranger sont à l'origine de près du tiers des revenus d'exploitation

Les sociétés sous contrôle étranger représentaient 30,0 % de tous les revenus d'exploitation des sociétés exerçant des activités au Canada en 2004, soit à peu près la même proportion que celle enregistrée les deux dernières années (graphique 1.3). En utilisant l'actif comme mesure, les sociétés sous contrôle étranger détenaient 21,9 % de l'ensemble de l'actif, soit à peu près la même proportion que l'année précédente. En fait, les sociétés sous contrôle étranger ont connu une certaine stabilité au cours des dix dernières années, oscillant autour de 30 % des revenus d'exploitation et de 22 % de l'actif.

Graphique 1.2

Revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1988 à 2004) - Toutes les branches d'activité



Graphique 1.3

Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation (1988 à 2004) - Toutes les branches d'activité

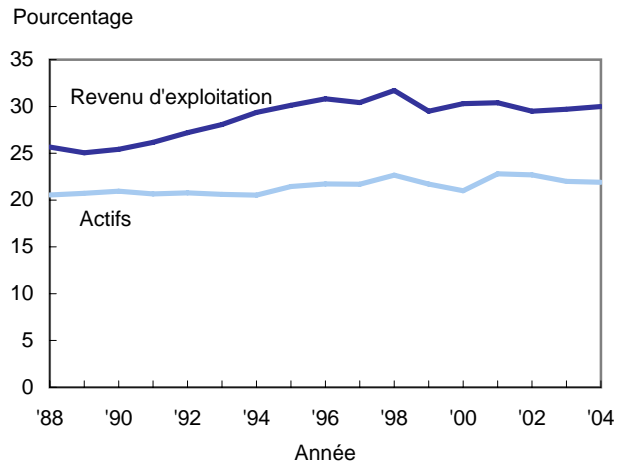


Tableau explicatif 1.2

Caractéristiques des entreprises selon le pays de contrôle (1999 à 2004) - Toutes les branches d'activité

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre d'entreprises						
Total	1 020 105	1 041 535	1 133 838	1 155 589	1 210 502	1 274 652
Contrôle canadien	1 012 577	1 033 693	1 126 519	1 148 470	1 202 223	1 266 358
Contrôle étranger	7 528	7 842	7 319	7 119	8 279	8 294
milliers de dollars						
Moyenne de l'actif						
Total	3 563	3 805	3 700	3 784	3 784	3 910
Contrôle canadien	2 809	3 027	2 875	2 943	2 973	3 075
Contrôle étranger	104 904	106 347	130 651	139 321	121 581	131 484
Moyenne des revenus d'exploitation						
Total	2 004	2 216	2 118	2 103	2 078	2 087
Contrôle canadien	1 423	1 557	1 484	1 492	1 470	1 471
Contrôle étranger	80 114	89 096	99 586	100 640	90 320	96 168

Les sociétés sous contrôle étranger tendent à être plus importantes

Les sociétés exerçant des activités commerciales au Canada sont pour la plupart des sociétés sous contrôle canadien. Parmi les quelque 1,3 million de sociétés qui exerçaient des activités commerciales au Canada en 2004, environ 8 000 seulement n'étaient pas sous contrôle canadien (tableau explicatif 1.2). Autrement dit, 99,4 % des sociétés exerçant des activités commerciales au Canada en 2004 étaient sous contrôle canadien, alors que moins de 1 % de

ces sociétés étaient sous contrôle étranger, cette proportion ayant peu changé au fil du temps.

Malgré leur nombre peu élevé, les sociétés sous contrôle étranger apportent tout de même une contribution essentielle à l'économie canadienne, car elles ont généralement tendance à être de plus grande envergure que les sociétés sous contrôle canadien, comme en font foi leurs revenus moyens d'exploitation de 96 millions de dollars en 2004, comparativement à moins de 2 millions de dollars pour les sociétés sous contrôle canadien.

1.3 Domination des États-Unis

Les deux tiers des sociétés sous contrôle étranger appartiennent à des intérêts américains

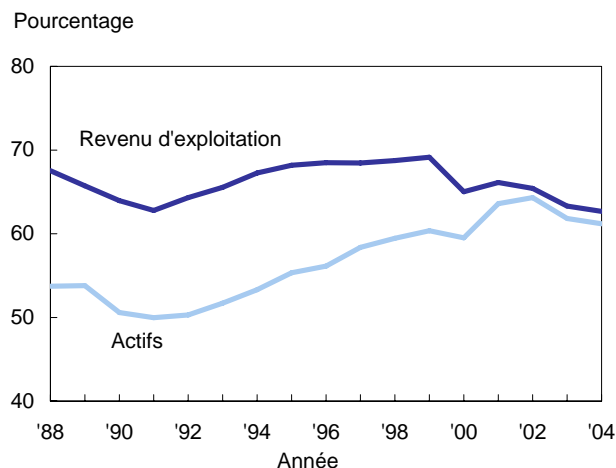
Les États-Unis continuent de dominer parmi les sociétés sous contrôle étranger exerçant des activités au Canada. Les Américains régissent la plus grande part de l'actif et des revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle étranger, et de loin.

La part de l'actif sous contrôle américain a augmenté considérablement au fil du temps (graphique 1.4). En effet, la part des États-Unis représentait 50,6 % de l'actif sous contrôle étranger en 1990, alors qu'en 2004, la proportion était de 61,0 %. La mondialisation et les accords de libre-échange entre le Canada et les États-Unis durant les années 1990 ont sans aucun doute favorisé cette croissance. L'actif semble avoir culminé en 2002, diminuant légèrement par la suite.

La part des revenus sous contrôle étranger revenant aux États-Unis a aussi augmenté tout au long des années 1990, mais à un taux plus faible que la hausse de l'actif. À partir de 2000, les revenus étaient en baisse, au point où les États-Unis ne représentaient que 62,6 % des revenus des sociétés sous contrôle étranger en 2004, revenant à des niveaux semblables à ceux affichés au début des années 1990. Cela est de beaucoup inférieur à la part de 69,1 % enregistrée en 1999.

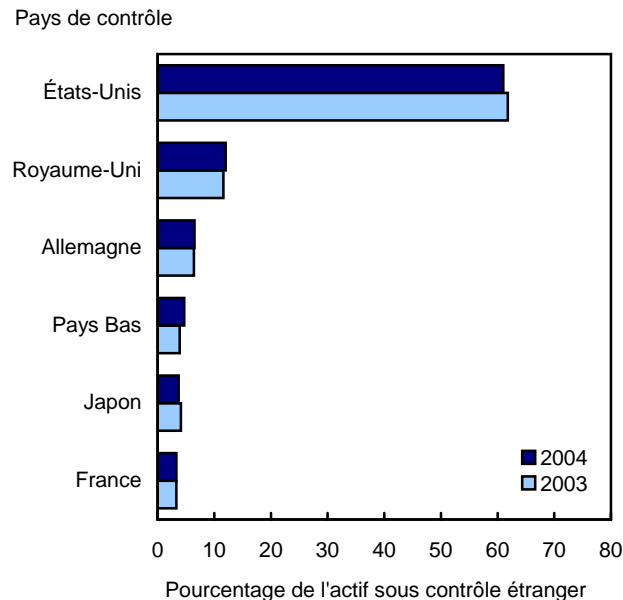
Graphique 1.4

Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation sous contrôle américain (1988 à 2004) - Toutes les branches d'activité



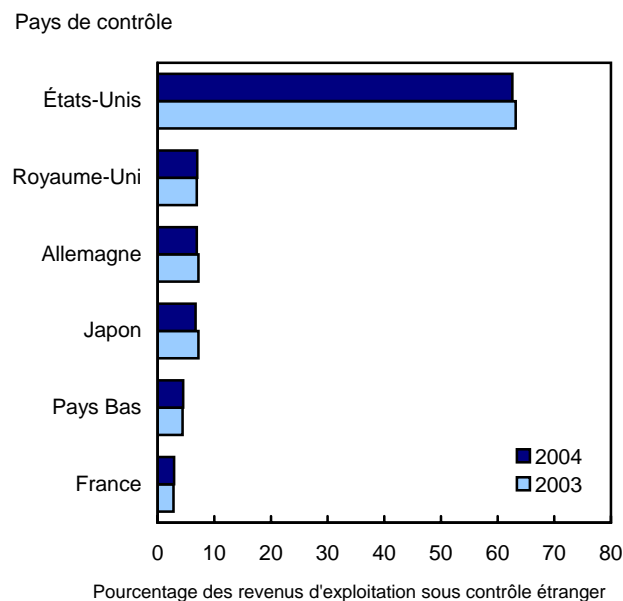
Graphique 1.5

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2003 à 2004) - Toutes les branches d'activité



Graphique 1.6

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (2003 à 2004) - Toutes les branches d'activité



Le reste de l'actif sous contrôle étranger est réparti également entre plusieurs pays, dont les principaux figurent dans les graphiques 1.5 et 1.6.² Parmi ces pays, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont enregistré les proportions les plus élevées. En 2004, le Royaume-Uni détenait 12,0 % de l'actif sous contrôle étranger et 7,0 % des revenus sous contrôle étranger. L'Allemagne détenait 6,5 % de l'actif sous contrôle étranger et 6,9 % des revenus sous contrôle étranger (graphique 1.5, graphique 1.6). Venaient ensuite les Pays-Bas (4,7 %) sur la base de l'actif, et le Japon (6,7 %), sur la base des revenus d'exploitation.

1.4 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier

Recul du contrôle étranger dans le secteur financier

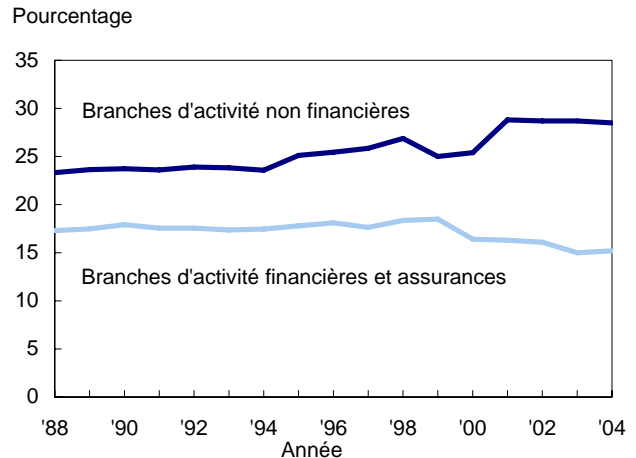
Le contrôle étranger est plus important dans le secteur non financier que dans le secteur financier. Dans le secteur non financier, 28,5 % de l'actif était sous contrôle étranger en 2004, comparativement à seulement 15,2 % dans le secteur financier. Il s'agit de la plus petite proportion enregistrée depuis le début des années 1990 (graphique 1.7). Mesuré selon les revenus d'exploitation, l'écart entre les deux secteurs est nettement moindre: dans le secteur non financier, 30,7 % des revenus d'exploitation était sous contrôle étranger, comparativement à 23,0 % dans le secteur financier (graphique 1.8).

Le secteur financier comprend les banques, les coopératives de crédit, les sociétés d'assurances, les sociétés de crédit ainsi que d'autres intermédiaires financiers. Le secteur non financier est composé de toutes les autres branches d'activité. Le contrôle étranger est davantage réglementé dans le secteur financier qu'il ne l'est dans le secteur non financier, ce qui peut expliquer, du moins en partie, pourquoi le contrôle étranger est plus important dans le secteur non financier. Cela est particulièrement vrai pour le secteur bancaire, qui est assujéti à une réglementation stricte.

2. Étant donné que tous les pays ne sont pas représentés dans les graphiques 1.5 et 1.6, la somme des parts est inférieure à 100 %.

Graphique 1.7

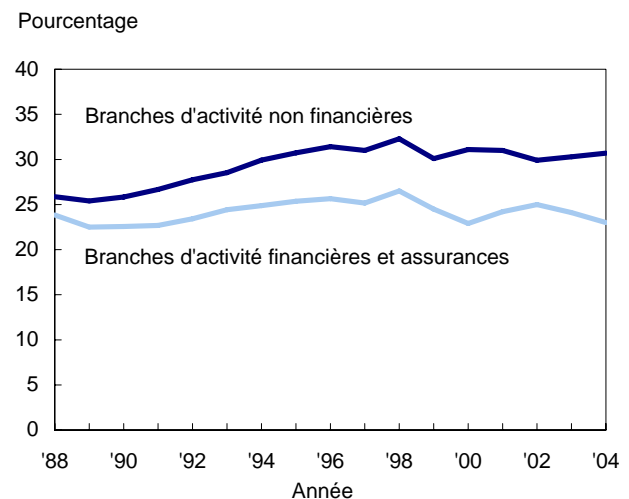
Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (1988 à 2004)



En vertu de la *Loi sur les banques*, l'actionnariat des grandes banques doit être largement réparti. Cela signifie qu'aucun actionnaire ou groupe d'actionnaires ne peut détenir plus de 20 % des actions avec droit de vote. Cette restriction ne s'applique pas aux petites banques, et ce, pour leur permettre de prendre de l'expansion.

Graphique 1.8

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (1988 à 2004)



Jusqu'en 2000, la part de l'actif du secteur non financier sous contrôle étranger était toujours d'environ 6 points de pourcentage de plus que celle de l'actif du secteur financier (graphique 1.7). Toutefois, cet écart s'est élargi en 2001, pour atteindre plus de 12 points

de pourcentage, en raison du fléchissement du contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances, mais ayant augmenté en parallèle dans le secteur non financier. En 2004, l'écart continuait de se situer à un peu plus de 13 points de pourcentage.

Section 2

Branches d'activité non financières

2.1 Contrôle étranger — 2004

Les taux de croissance des sociétés sous contrôle étranger et des sociétés sous contrôle canadien étaient similaires en 2004

Le contrôle étranger demeure concentré dans le secteur non financier de l'économie canadienne, particulièrement lorsqu'il est mesuré selon les revenus d'exploitation. En 2004, 92,9 % des revenus d'exploitation générés par les sociétés sous contrôle étranger et 65,4 % de l'actif des sociétés sous contrôle étranger provenaient du secteur non financier.

Depuis 2000, l'actif sous contrôle étranger a augmenté à un taux beaucoup plus rapide que l'actif sous contrôle canadien — 36,2 % comparativement

à 16,4 %. Néanmoins, les taux de croissance des revenus d'exploitation sous contrôle étranger et ceux sous contrôle canadien étaient similaires. En 2004, les sociétés sous contrôle étranger et les sociétés sous contrôle canadien ont déclaré des taux similaires de croissance pour l'actif. Une part importante de cette croissance est attribuable aux hausses rapides enregistrées dans quelques secteurs, à savoir la fabrication, le commerce de gros et le commerce de détail.

Le contrôle étranger est demeuré constant en 2004 dans le secteur non financier, les sociétés sous contrôle étranger représentant 28,5 % de l'actif total et 30,7 % des revenus totaux d'exploitation dans ce secteur. Cela signifie un actif de 713 milliards de dollars et des revenus d'exploitation de 741 milliards de dollars.

Tableau explicatif 2.1

Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1999 à 2004) — Branches d'activité non financières

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
milliards de dollars						
Actif						
Total	1 811	2 062	2 181	2 268	2 339	2 504
Contrôle canadien	1 359	1 539	1 553	1 616	1 668	1 792
Contrôle étranger	452	523	627	652	671	713
Revenus d'exploitation						
Total	1 837	2 076	2 166	2 206	2 276	2 414
Contrôle canadien	1 284	1 430	1 494	1 545	1 586	1 673
Contrôle étranger	552	646	672	660	690	741
part en pourcentage						
Actif						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	75,0	74,6	71,2	71,3	71,3	71,5
Contrôle étranger	25,0	25,4	28,8	28,7	28,7	28,5
Revenus d'exploitation						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	69,9	68,9	69,0	70,1	69,7	69,3
Contrôle étranger	30,1	31,1	31,0	29,9	30,3	30,7

2.2 Perspective historique

Depuis 2000, le contrôle étranger s'est stabilisé dans le secteur non financier

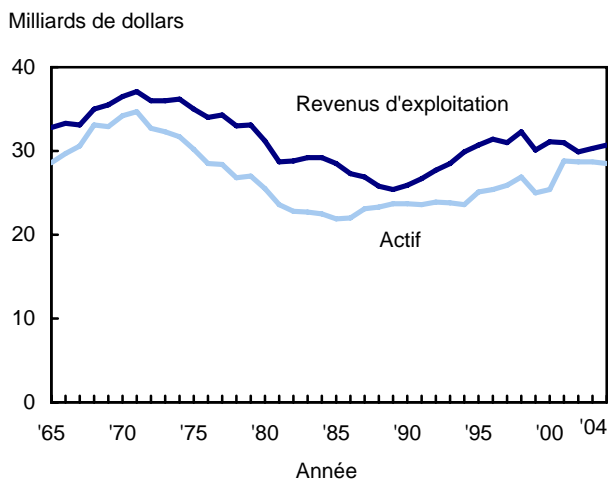
Le contrôle étranger dans le secteur financier prenait la forme d'un U entre 1970 et 2004. Cela signifie que, après avoir enregistré des niveaux relativement élevés au début des années 1970, le contrôle étranger a diminué de façon constante tout au long des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, avant de connaître une forte croissance à la fin des années 1980 et par la suite. Depuis 2000, le contrôle étranger s'est stabilisé (graphique 2.1).

Au cours de cette période de déclin (dans les années 1970), l'économie a été secouée par une grave crise pétrolière et une récession. Les investissements étrangers étaient sous contrôle étroit, particulièrement avec la création de l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE).

À partir du milieu des années 1980, la part de l'actif sous contrôle étranger a commencé à progresser et ne s'est stabilisée que récemment. Les années 1990 ont été marquées par la mondialisation et le libre-échange, ainsi que par une intensification des activités de fusion et d'acquisition. Le contexte réglementaire a également évolué au milieu des années 1980, à la suite de la création d'Investissement Canada, dont le mandat était de promouvoir l'investissement étranger au Canada.

Graphique 2.1

Part sous contrôle étranger de l'actif et des revenus d'exploitation (1965 à 2004) - Branches d'activité non financières



2.3 Part étrangère

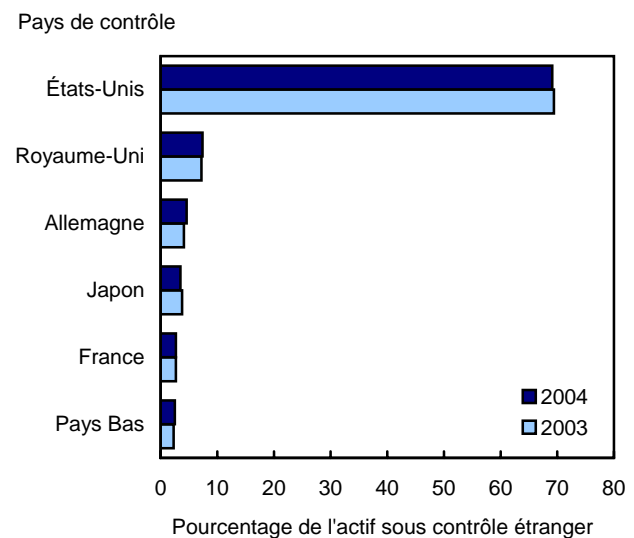
Les sociétés sous contrôle américain détiennent 7 dollars sur 10 de l'actif sous contrôle étranger

Le graphique 2.2 présente la part de l'actif sous contrôle étranger détenue par les six principaux pays concernés.¹ Les États-Unis continuent de dominer dans une large mesure et détenaient 69,1 % de l'actif sous contrôle étranger en 2004 (graphique 2.2). Le Royaume-Uni venait au deuxième rang avec 7,4 %, soit à peu près la même proportion qu'en 2003. L'Allemagne suivait avec 4,6 %, suivie par le Japon avec 3,5 %. Les 15,4 % qui restent étaient attribuables aux autres pays.

La situation était à peu près la même pour ce qui est des revenus d'exploitation. Les États-Unis détenaient 63,9 % des revenus d'exploitation sous contrôle étranger en 2004, suivis par le Japon, dont la part s'établissait à 7,0 %, et l'Allemagne, à 6,5 % (graphique 2.3).

Graphique 2.2

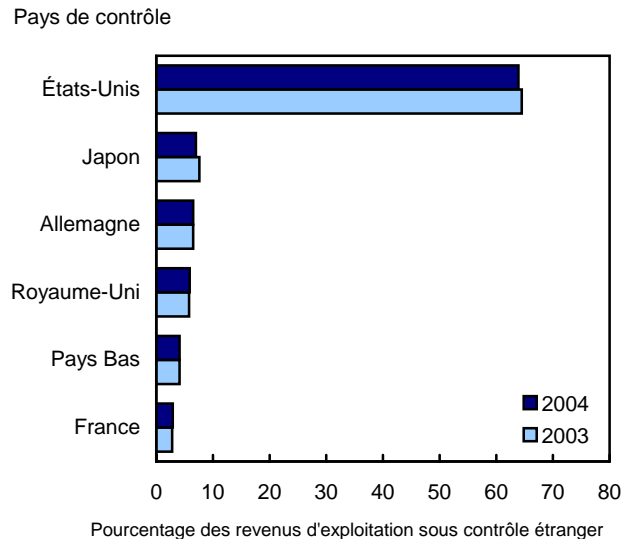
Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2003 à 2004) - Branches d'activité non financières



1. Étant donné que tous les pays ne sont pas représentés dans les graphiques 2.2 et 2.3, la somme des parts est inférieure à 100 %.

Graphique 2.3

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (2003 à 2004) - Branches d'activité non financières



2.4 Part selon la branche d'activité

Le contrôle étranger est plus important dans les branches d'activité de la fabrication et de l'extraction du pétrole et du gaz

L'année 2004 s'est démarquée par une répartition uniforme de la croissance entre les branches d'activité. Alors que les dernières années avaient été caractérisées par des hausses rapides ou de fortes baisses dans quelques branches d'activité seulement, comme la hausse enregistrée dans le secteur de la fabrication en 2000, ou dans celui de la construction en 2001, l'année 2004 a été marquée par une croissance uniforme dans la plupart des branches d'activité (L'Observateur économique canadien, 2005).

Parmi les branches d'activité non financières, celle de la fabrication continue de détenir la part du lion de l'actif sous contrôle étranger, soit 335 milliards de dollars en 2004. Cela représente 47,0 % de

l'ensemble de l'actif sous contrôle étranger détenu dans le secteur non financier (tableau explicatif 2.2). Dans le secteur de la fabrication, qui est constitué de sociétés sous contrôle canadien et de sociétés sous contrôle étranger, une proportion de 50,3 % du total de l'actif provenait de sociétés sous contrôle étranger en 2004 (tableau explicatif 2.2, graphique 2.4).

Les fabricants canadiens ont connu une reprise en 2004, par rapport à la faible performance enregistrée l'année précédente et malgré les préoccupations générales quant à la hausse de la valeur du dollar canadien et de la montée en flèche des prix du pétrole brut, qui ont atteint des niveaux records à la fin de l'année. Après une année difficile où se sont succédés des événements négatifs comme une panne de courant généralisée et des violents feux de forêt, l'actif du secteur de la fabrication a rebondi en 2004, l'actif total ayant augmenté de plus de 40 milliards de dollars. Les revenus d'exploitation ont aussi augmenté de façon similaire, la moitié de la croissance étant attribuable aux sociétés sous contrôle étranger.

En ce qui a trait à la part de l'actif sous contrôle étranger, le pétrole et le gaz viennent au deuxième rang, juste derrière la fabrication. Un peu moins de la moitié (44,9 %) des 289 milliards de dollars d'actif détenu par les entreprises pétrolières et gazières était sous contrôle étranger. Le Canada est bien placé pour profiter de la hausse en flèche des prix de l'énergie. L'augmentation des prix du pétrole et les investissements massifs dans l'extraction de pétrole et de gaz au moyen de méthodes non classiques se sont combinés pour contribuer à l'essor du secteur de l'énergie au Canada, ce qui fait du pays l'un des chefs de file au monde pour la production de pétrole et de gaz. L'actif dans le secteur pétrolier et gazier a augmenté de 34 milliards de dollars entre 2003 et 2004, la majorité de la hausse étant attribuable aux producteurs sous contrôle canadien. Les revenus ont aussi augmenté, mais de façon moins marquée, de l'ordre de 10 milliards de dollars en 2004, les sociétés sous contrôle canadien et les sociétés sous contrôle étranger ayant été responsables de cette hausse.

Tableau explicatif 2.2

Actif selon le pays de contrôle selon la branche d'activité (2003 à 2004) — Branches d'activité non financières

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Pourcentage étranger
				%
millions de dollars				
2004				
Fabrication	335 208	331 769	666 977	50,3
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	129 686	158 892	288 578	44,9
Commerce de gros	59 775	119 302	179 078	33,4
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	23 799	56 334	80 133	29,7
Transport et entreposage	38 001	103 526	141 527	26,9
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	10 520	34 198	44 718	23,5
Commerce de détail	30 326	114 010	144 337	21,0
Réparation, entretien et services personnels	5 228	23 242	28 470	18,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	14 402	78 455	92 857	15,5
Hébergement et services de restauration	6 561	38 169	44 730	14,7
Services immobiliers et services de location et de location à bail	29 719	185 969	215 688	13,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 866	142 854	152 720	6,5
Services publics	12 037	178 930	190 966	6,3
Construction	5 606	114 387	119 993	4,7
Arts, spectacles et loisirs	482	21 303	21 785	2,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 053	60 448	61 501	1,7
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	463	29 859	30 323	1,5
Total des branches d'activité non financières	712 733	1 791 649	2 504 382	28,5
2003				
Fabrication	315 026	310 700	625 726	50,3
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	119 805	134 361	254 165	47,1
Commerce de gros	58 365	106 769	165 134	35,3
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	23 550	53 869	77 419	30,4
Transport et entreposage	32 958	97 254	130 212	25,3
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	10 002	29 472	39 474	25,3
Commerce de détail	27 664	109 487	137 151	20,2
Réparation, entretien et services personnels	4 876	20 790	25 666	19,0
Hébergement et services de restauration	7 140	35 104	42 243	16,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	14 129	71 726	85 855	16,5
Services immobiliers et services de location et de location à bail	28 230	175 137	203 367	13,9
Services publics	12 549	177 893	190 442	6,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	9 313	133 574	142 887	6,5
Construction	6 076	104 797	110 874	5,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 078	56 524	57 602	1,9
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	383	28 034	28 417	1,3
Arts, spectacles et loisirs	299	22 423	22 722	1,3
Total des branches d'activité non financières	671 444	1 667 913	2 339 357	28,7

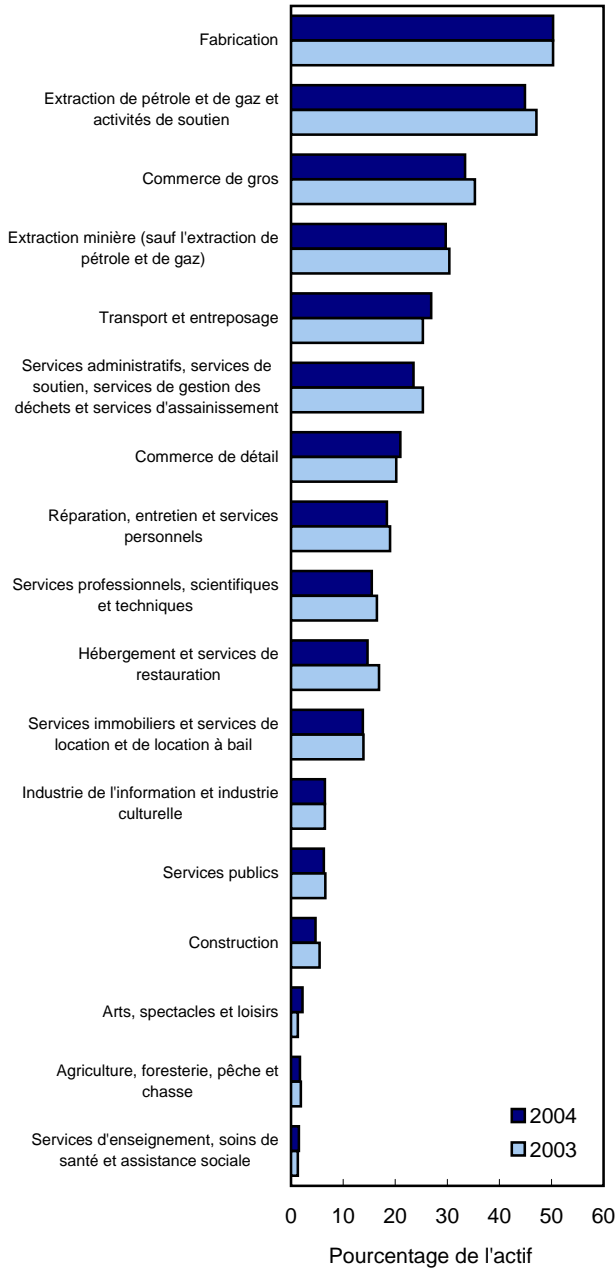
Tableau explicatif 2.3

Revenus d'exploitation selon le pays de contrôle selon la branche d'activité (2003 à 2004) — Branches d'activité non financières

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Pourcentage étranger
				%
millions de dollars				
2004				
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	64 937	52 673	117 609	55,2
Fabrication	359 840	335 999	695 838	51,7
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	9 098	12 786	21 885	41,6
Commerce de gros	143 821	249 374	393 196	36,6
Services publics	24 441	54 392	78 833	31,0
Transport et entreposage	23 368	90 590	113 959	20,5
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	11 156	46 408	57 564	19,4
Commerce de détail	60 984	315 602	376 586	16,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	13 290	73 705	86 996	15,3
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6 476	48 831	55 306	11,7
Hébergement et services de restauration	5 455	46 391	51 846	10,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 743	65 883	72 626	9,3
Réparation, entretien et services personnels	2 128	30 449	32 577	6,5
Construction	7 383	155 281	162 664	4,5
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	619	28 818	29 437	2,1
Arts, spectacles et loisirs	482	25 881	26 363	1,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	677	39 591	40 268	1,7
Total des branches d'activité non financières	740 897	1 672 655	2 413 552	30,7
2003				
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	61 350	46 503	107 853	56,9
Fabrication	339 177	313 524	652 701	52,0
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	7 665	10 473	18 138	42,3
Commerce de gros	132 196	239 071	371 267	35,6
Services publics	23 565	60 354	83 918	28,1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	9 798	41 633	51 431	19,1
Transport et entreposage	16 521	84 312	100 833	16,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	12 946	67 581	80 527	16,1
Commerce de détail	57 426	303 136	360 562	15,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	6 270	47 019	53 289	11,8
Hébergement et services de restauration	5 846	43 840	49 687	11,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	6 346	66 479	72 826	8,7
Réparation, entretien et services personnels	1 813	28 731	30 544	5,9
Construction	7 709	142 992	150 701	5,1
Arts, spectacles et loisirs	393	24 792	25 185	1,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	638	38 159	38 796	1,6
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	421	27 277	27 699	1,5
Total des branches d'activité non financières	690 080	1 585 877	2 275 957	30,3

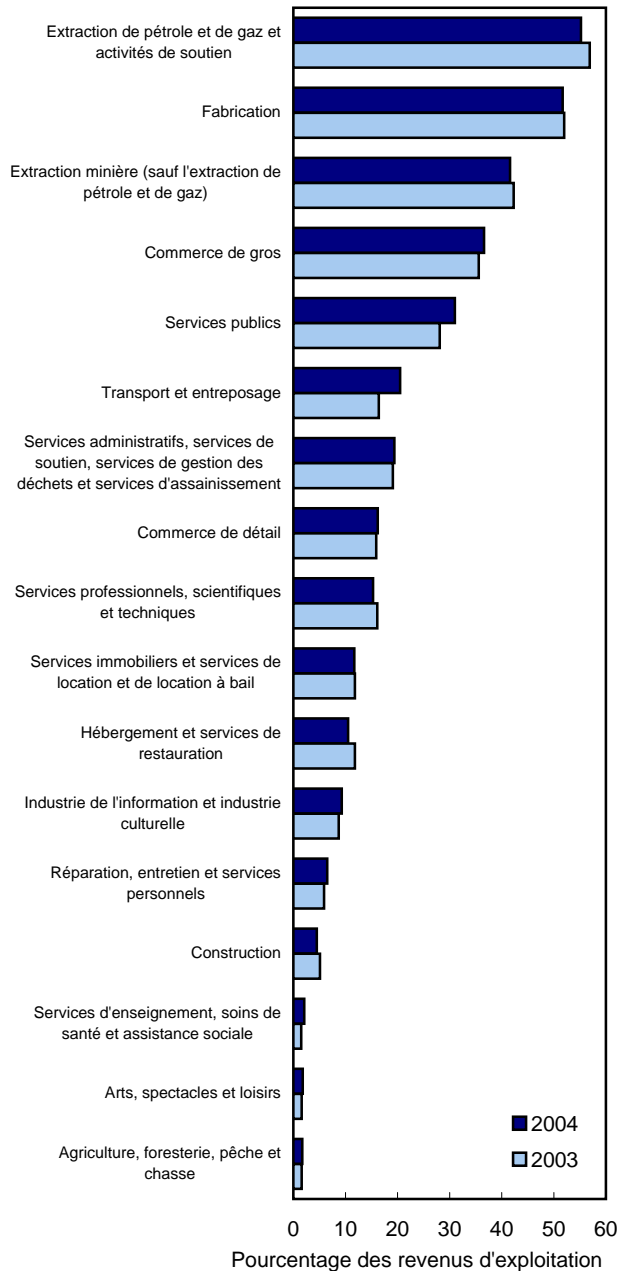
Graphique 2.4

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (2003 à 2004) - Branches d'activité non financières



Graphique 2.5

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (2003 à 2004) - Branches d'activité non financières



Section 3

Branches d'activité financières et assurances

3.1 Contrôle étranger - 2004

L'actif des sociétés sous contrôle canadien dans les branches d'activité financières a atteint un niveau record

Dans le secteur financier, les sociétés sous contrôle canadien ont connu une autre année exceptionnelle en 2004, leur actif atteignant un sommet sans précédent de 2,1 billions de dollars, ce qui représente une hausse de 196 milliards de dollars par rapport

à 2003 (tableau explicatif 3.1). Il s'agit d'une hausse de 10,3 % depuis 2003. Parallèlement, l'actif des sociétés sous contrôle étranger a augmenté de façon importante, soit de 43 milliards de dollars, établissant un niveau record de 378 milliards de dollars en 2004, ce qui représente une hausse de 12,7 %.

Les revenus d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 4,7 % en 2004, atteignant un sommet inégalé de 190 milliards de dollars. Les sociétés sous contrôle étranger ont enregistré une légère baisse, mais elles ont plus ou moins déclaré des revenus annuels d'environ 57 milliards de dollars au cours des quatre dernières années.

Tableau explicatif 3.1

Actif et revenus d'exploitation selon le pays de contrôle (1999 à 2004) — Branches d'activité financières et assurances

	1999	2000	2001	2002	2003	2004
milliards de dollars						
Actif						
Total	1 823	1 901	2 015	2 104	2 241	2 480
Contrôle canadien	1 486	1 590	1 686	1 765	1 906	2 102
Contrôle étranger	338	311	329	340	335	378
Revenus d'exploitation						
Total	208	232	236	224	239	246
Contrôle canadien	157	179	179	168	181	190
Contrôle étranger	51	53	57	56	58	57
part en pourcentage						
Actif						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	81,5	83,6	83,7	83,9	85,0	84,8
Contrôle étranger	18,5	16,4	16,3	16,1	15,0	15,2
Revenus d'exploitation						
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contrôle canadien	75,5	77,1	75,8	75,0	75,9	77,0
Contrôle étranger	24,5	22,9	24,2	25,0	24,1	23,0

3.2 Part étrangère

Les Pays-Bas et le Royaume-Uni augmentent leur part

Les sociétés sous contrôle canadien dominent le secteur financier, en grande partie à cause de la réglementation qui régit la propriété et le contrôle dans le secteur bancaire.

Le contrôle étranger représentait seulement 15,2 % de l'ensemble de l'actif en 2004 (tableau explicatif 3.1), soit à peu près la même proportion qu'en 2000. En ce qui a trait aux revenus, on a observé une légère baisse du contrôle étranger depuis 2002. Les sociétés sous contrôle étranger représentaient 23,0 % des revenus d'exploitation du secteur financier en 2004, soit une baisse de deux points de pourcentage par rapport à 2002. Cela dit, les sociétés sous contrôle étranger détenaient tout de même 378 milliards de dollars d'actif et ont produit des revenus d'exploitation de 57 milliards de dollars en 2004.

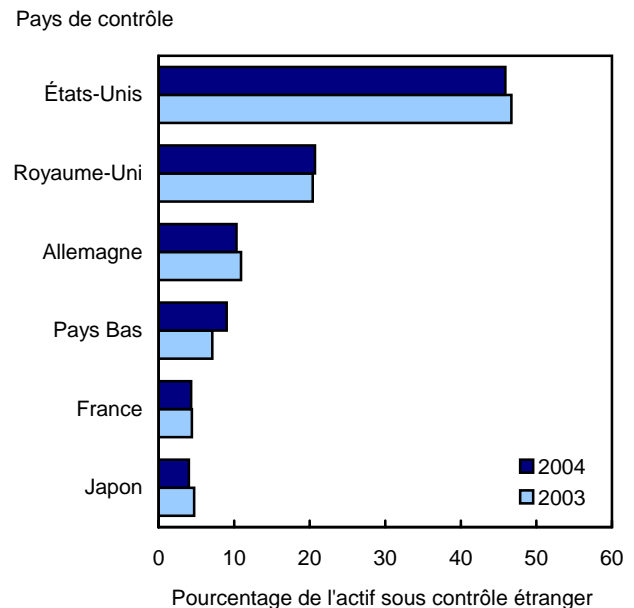
Parmi les nombreux pays qui font des affaires au Canada, les États-Unis continuent d'occuper une place dominante. Toutefois, leur part a diminué ces dernières années. En effet, 45,0 % de tous les revenus d'exploitation sous contrôle étranger dans ce secteur étaient attribuables aux sociétés sous contrôle américain en 2004, comparativement à 47,2 % l'année précédente et à 56,3 % deux ans plus tôt (graphique 3.2).¹ Les sociétés sous contrôle allemand ont connu une baisse encore plus importante, leur part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger ayant diminué du quart en 2004. Dans une veine plus positive, les sociétés sous contrôle britannique et les sociétés sous contrôle néerlandais ont augmenté leur part relative de revenus en 2004.

De même, la part de l'actif sous contrôle américain a continué de diminuer, passant d'un sommet de 52,8 % en 2001 à 45,9 % en 2004 (graphique 3.1). Le reste des parts est attribuable aux sociétés ayant leur siège social au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, Japon et dans les Pays-Bas.

1. Étant donné que tous les pays ne sont pas représentés dans les graphiques 3.1 et 3.2, la somme des parts est inférieure à 100 %

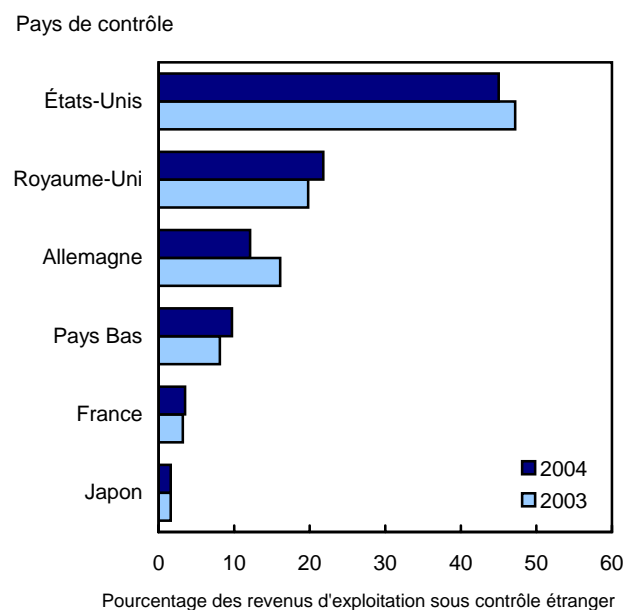
Graphique 3.1

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le pays de contrôle (2003 à 2004) - Branches d'activité financières et assurances



Graphique 3.2

Part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger selon le pays de contrôle (2003 à 2004) - Branches d'activité financières et assurances



3.3 Part selon la branche d'activité

Les sociétés sous contrôle canadien dominaient en grande partie la branche d'activité bancaire

La branche d'activité de l'intermédiation financière, par le truchement de dépôts (banques à charte et coopératives de crédit), représentait 67,4 % de l'actif du secteur de la finance et des assurances, soit près de 1,7 billion de dollars (tableau explicatif 3.2). Cette branche d'activité est dominée par des sociétés sous contrôle canadien. Une proportion de seulement 7,4 % de l'actif du secteur bancaire en 2004 était détenue par des intérêts étrangers (graphique 3.3).

Tableau explicatif 3.2

Actifs selon le pays de contrôle selon la branche d'activité (2003 à 2004) — Branches d'activité financières et assurances

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
				%
			millions de dollars	
2004				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	106 414	85 919	192 333	55,3
Sociétés d'assurance et activités connexes	111 810	243 179	354 990	31,5
Autres industries financières	36 635	225 540	262 175	14,0
Intermédiation financière par le biais de dépôts	122 934	1 547 177	1 670 111	7,4
Total des branches d'activité financières et assurances	377 794	2 101 815	2 479 608	15,2
2003				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	95 009	80 662	175 672	54,1
Sociétés d'assurance et activités connexes	107 240	229 433	336 673	31,9
Autres industries financières	28 084	182 205	210 288	13,4
Intermédiation financière par le biais de dépôts	104 793	1 413 641	1 518 434	6,9
Total des branches d'activité financières et assurances	335 126	1 905 941	2 241 067	15,0

En ce qui a trait aux revenus, c'est la branche d'activité de l'intermédiation financière non faite par le truchement de dépôts qui a enregistré la croissance au chapitre du contrôle étranger en 2004. Cette branche d'activité, qui est constituée de sociétés de crédit et de financement des ventes et de la consommation, a augmenté son contenu étranger de 15 points de pourcentage en 2004, celui-ci atteignant un sommet à 74,7 %. Autrement dit, les trois quarts des revenus de cette branche d'activité ont été générés par des sociétés sous contrôle étranger.

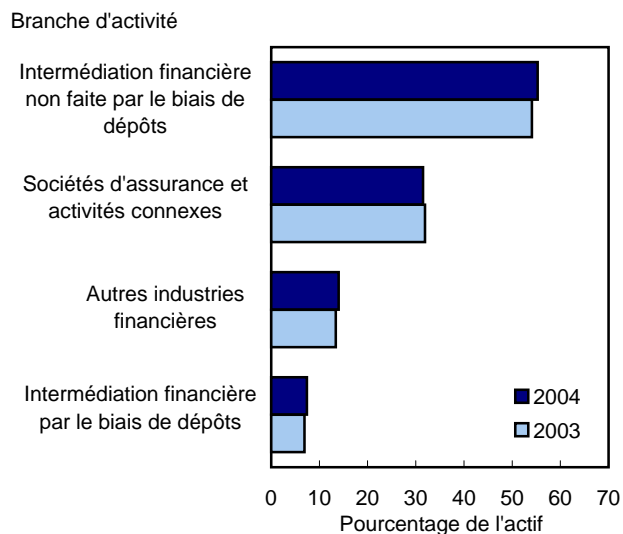
Tableau explicatif 3.3

Revenus d'exploitation selon le pays de contrôle selon la branche d'activité (2003 à 2004) — Branches d'activité financières et assurances

Branche d'activité	Contrôle étranger	Contrôle canadien	Total	Contrôle étranger en pourcentage
				%
millions de dollars				
2004				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	13 029	4 421	17 450	74,7
Sociétés d'assurance et activités connexes	32 736	61 260	93 996	34,8
Autres industries financières	5 923	41 529	47 451	12,5
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5 034	82 477	87 511	5,8
Total des branches d'activité financières et assurances	56 722	189 686	246 408	23,0
2003				
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	12 195	8 238	20 433	59,7
Sociétés d'assurance et activités connexes	34 018	56 071	90 089	37,8
Autres industries financières	6 384	35 226	41 610	15,3
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5 079	81 719	86 798	5,9
Total des branches d'activité financières et assurances	57 675	181 255	238 930	24,1

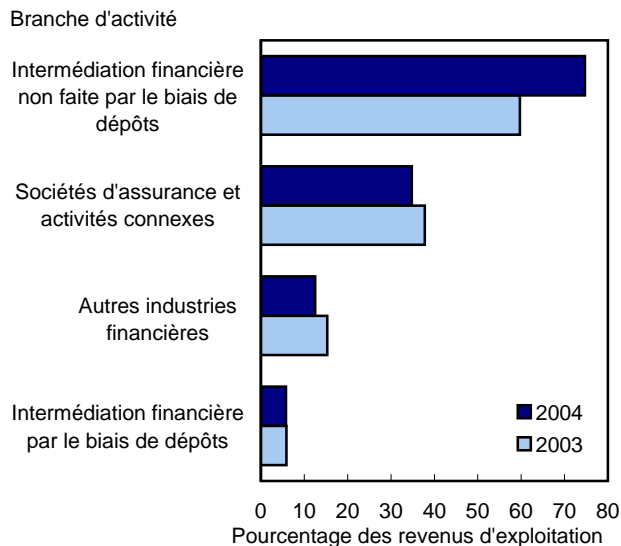
Graphique 3.3

Part sous contrôle étranger de l'actif selon le secteur (2003 à 2004) - Branches d'activité financières et assurances



Graphique 3.4

Part sous contrôle étranger des revenus d'exploitation selon le secteur (2003 à 2004) - Branches d'activité financières et assurances



Section 4

Rendement économique

4.1 Contrôle étranger — 2004

Les bénéficiés des sociétés continuent d'atteindre des niveaux records

Depuis le début du nouveau millénaire, les bénéfices des sociétés ont augmenté à l'échelle mondiale, particulièrement en Amérique du Nord, en Europe et au Japon (The Economist, 2005). Le Canada a suivi cette tendance mondiale, les bénéfices de ses sociétés ayant atteint un niveau record

de 192 milliards de dollars en 2000, une hausse impressionnante de 31 milliards de dollars par rapport à 1999 (tableau explicatif 4.1). Après avoir reculé légèrement, pour s'établir à 170 milliards de dollars, tant en 2001 qu'en 2002, les bénéfices sont encore une fois à la hausse. Ils ont atteint un sommet inégalé de 217 milliards de dollars en 2004, éclipsant le record précédent établi en 2000. Parmi les raisons possibles de cet essor figurent l'augmentation de la productivité en raison des améliorations technologiques ou de la gestion plus efficace ainsi que les prix accrus des biens et services, par exemple ceux du pétrole et du gaz.

Tableau explicatif 4.1

Rendement économique (1999 à 2004)

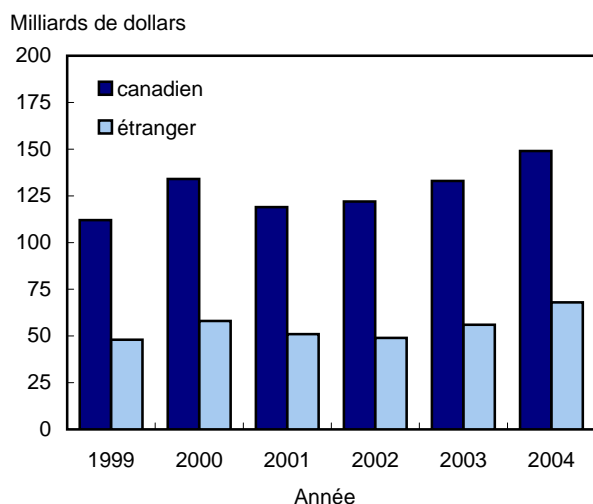
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
millions de dollars						
Bénéfices d'exploitation						
Total	160 090	191 505	170 466	170 455	188 832	216 579
Contrôle canadien	111 949	133 631	119 264	121 675	133 262	148 956
Contrôle étranger	48 142	57 874	51 202	48 780	55 571	67 623
Non financières	117 859	144 198	128 002	130 913	137 285	158 299
Contrôle canadien	77 140	94 993	85 647	91 516	93 224	105 724
Contrôle étranger	40 718	49 205	42 355	39 397	44 061	52 575
Financières et assurances	42 231	47 307	42 464	39 542	51 547	58 280
Contrôle canadien	34 808	38 638	33 617	30 159	40 037	43 232
Contrôle étranger	7 423	8 669	8 847	9 383	11 510	15 048
pourcentage						
Marge bénéficiaire						
Total	7,8	8,3	7,1	7,0	7,5	8,1
Contrôle canadien	7,8	8,3	7,1	7,1	7,5	8,0
Contrôle étranger	8,0	8,3	7,0	6,8	7,4	8,5
Non financières	6,4	6,9	5,9	5,9	6,0	6,6
Contrôle canadien	6,0	6,6	5,7	5,9	5,9	6,3
Contrôle étranger	7,4	7,6	6,3	6,0	6,4	7,1
Financières et assurances	20,3	20,4	18,0	17,6	21,6	23,7
Contrôle canadien	22,2	21,6	18,8	17,9	22,1	22,8
Contrôle étranger	14,6	16,3	15,5	16,7	20,0	26,5

Les sociétés sous contrôle étranger venaient en tête en 2004, leurs bénéfices ayant augmenté de 21,7 %. Une part importante de la croissance est attribuable au secteur non financier, plus particulièrement au secteur de la fabrication, qui a rebondi, après une année difficile en 2003. Les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien ont aussi augmenté en 2004, mais à un taux plus faible, soit de 11,8 %.

Sur une période de deux ans, la croissance est encore plus frappante (tableau explicatif 4.1, graphique 4.1). Les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté, passant de 49 milliards de dollars en 2002 à 68 milliards de dollars en 2004, une hausse de près de 40 %. Au cours de la même période, les bénéfices des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté dans une proportion plus faible, soit de 22,4 %.

Graphique 4.1

Bénéfices d'exploitation selon le pays de contrôle (1999 à 2004) - Toutes les branches d'activité



4.2 Comparaison entre le secteur non financier et le secteur financier

Les bénéfices montent en flèche dans les deux secteurs

Dans le secteur non financier, les bénéfices des sociétés ont augmenté de façon marquée en 2004. Ils ont fait un bond de 15,3 %, pour atteindre un niveau sans précédent de 158 milliards de dollars (tableau explicatif 4.1). Le secteur de la fabrication

est le principal responsable de cette croissance, la contribution des sociétés sous contrôle canadien ayant été à peu près égale à celle des sociétés sous contrôle étranger.

Les bénéfices des sociétés ont aussi augmenté considérablement dans le secteur financier en 2004. En effet, ils ont grimpé de 13,1 %, pour atteindre un niveau record de 58 milliards de dollars. La croissance a été principalement attribuable aux sociétés sous contrôle étranger (30,7 %). Toutefois, les sociétés sous contrôle canadien y ont aussi contribué, mais à un taux beaucoup plus faible (8,0 %).

Les marges bénéficiaires, calculées selon le ratio des bénéfices d'exploitation et des revenus d'exploitation, ont continué d'augmenter, tant dans le secteur financier que dans le secteur non financier en 2004, revenant aux niveaux atteints en 2000 (tableau explicatif 4.1).

Les marges bénéficiaires du secteur financier ont atteint 23,7 % en 2004, soit un niveau trois fois et demie plus élevé que dans le secteur non financier. Dans les deux secteurs, les marges bénéficiaires étaient à peu près semblables cette année-là pour les sociétés sous contrôle canadien et les sociétés sous contrôle étranger. Cela n'a pas toujours été le cas. Il y a quelques années seulement, les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle étranger du secteur financier tiraient beaucoup de l'arrière par rapport à celles des sociétés sous contrôle canadien. Toutefois, les marges bénéficiaires des sociétés sous contrôle étranger qui exercent des activités dans le secteur financier ont doublé depuis 1999, à tel point qu'elles sont maintenant supérieures à celles des sociétés sous contrôle canadien.

4.3 À l'échelle de la branche d'activité

Bénéfices records pour les sociétés d'assurances

Les sociétés appartenant au secteur financier ont enregistré des bénéfices records de 58 milliards de dollars en 2004, surtout en raison des gains réalisés par la branche d'activité des assurances et des autres branches d'activité financières, qui ont connu leur meilleure année sur ce plan. Les bénéfices de la branche d'activité des assurances ont augmenté, pour atteindre 12,3 milliards de dollars en 2004, une hausse de 3 milliards de dollars par rapport à 2003 (tableau explicatif 4.2).

Les autres branches d'activité financières, qui comprennent les courtiers en valeurs mobilières et les courtiers en prêts et les services bancaires d'investissements financiers, ont aussi enregistré de fortes hausses de leurs bénéfices. En effet, les bénéfices de ces branches d'activité ont atteint 14,0 milliards de dollars en 2004, soit à peu près 40 % de plus que l'année précédente. La contribution des sociétés sous contrôle canadien a été beaucoup plus élevée que celle de leurs homologues sous contrôle étranger.

Les bénéfices rebondissent dans le secteur de la fabrication

Les bénéfices du secteur de la fabrication ont rebondi en 2004, augmentant de 11,8 milliards de dollars par

rapport à 2003. Après une année difficile marquée par un certain nombre de revers économiques, y compris la panne de courant généralisée en Ontario et les incendies de forêt en Colombie-Britannique, la branche d'activité de la fabrication a connu une bonne reprise, établissant des niveaux de bénéfices qui n'avaient pas été enregistrés depuis 2000. Les sociétés sous contrôle étranger et les sociétés sous contrôle canadien ont contribué également à cette croissance, les hausses de leurs bénéfices se chiffrant à 5,7 milliards de dollars et 6,2 milliards de dollars, respectivement. Les bénéfices enregistrés dans le commerce de gros et l'extraction minière ont aussi augmenté considérablement.

Tableau explicatif 4.2

Bénéfices d'exploitation selon la branche d'activité (1999 à 2004)

Branche d'activité/pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation					
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	millions de dollars					
Non financières						
Agriculture, foresterie, pêche et chasse						
Total	1 848	2 378	2 601	2 146	1 400	2 144
Contrôle canadien	1 735	2 290	2 593	2 196	1 394	2 131
Contrôle étranger	113	87	8	-50	6	13
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien						
Total	4 417	18 864	20 564	14 643	20 988	20 521
Contrôle canadien	1 214	10 363	10 797	7 902	9 573	9 226
Contrôle étranger	3 204	8 500	9 766	6 741	11 415	11 295
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)						
Total	1 307	2 229	1 464	1 530	2 012	3 165
Contrôle canadien	445	1 315	1 093	575	725	977
Contrôle étranger	863	914	371	955	1 286	2 188
Services publics						
Total	9 930	11 959	10 837	10 894	12 108	11 888
Contrôle canadien	9 734	11 889	9 949	10 490	11 635	11 595
Contrôle étranger	196	70	888	404	473	293
Construction						
Total	3 513	3 414	4 328	5 115	5 116	6 246
Contrôle canadien	3 257	3 194	4 120	4 715	4 747	5 973
Contrôle étranger	256	220	208	400	369	273
Fabrication						
Total	46 897	52 311	35 170	37 871	32 688	44 530
Contrôle canadien	20 752	23 177	16 050	18 314	14 394	20 577
Contrôle étranger	26 145	29 134	19 120	19 557	18 294	23 953
Commerce de gros						
Total	8 124	9 326	9 444	9 654	10 530	13 263
Contrôle canadien	4 655	5 321	5 509	5 404	5 995	7 760
Contrôle étranger	3 469	4 006	3 934	4 250	4 535	5 503
Commerce de détail						
Total	9 540	9 085	11 380	12 637	13 764	14 693
Contrôle canadien	7 840	7 493	9 895	10 742	11 431	12 322
Contrôle étranger	1 699	1 592	1 485	1 895	2 333	2 370
Transport et entreposage						
Total	5 844	5 538	4 585	7 037	6 497	7 608
Contrôle canadien	4 060	3 891	2 737	4 537	4 114	4 363
Contrôle étranger	1 784	1 647	1 848	2 500	2 383	3 244
Industrie de l'information et industrie culturelle						
Total	6 526	7 424	5 188	5 961	8 140	6 992
Contrôle canadien	6 246	7 357	4 669	5 682	7 722	6 498
Contrôle étranger	280	67	519	279	418	495
Services immobiliers et services de location et de location à bail						
Total	7 051	9 087	10 506	9 776	9 532	9 408
Contrôle canadien	6 046	7 474	8 078	9 116	8 712	8 560
Contrôle étranger	1 004	1 613	2 428	660	819	848

Tableau explicatif 4.2 – suite

Bénéfices d'exploitation selon la branche d'activité (1999 à 2004)

Branche d'activité/pays de contrôle	Bénéfices d'exploitation					
	1999	2000	2001	2002	2003	2004
	millions de dollars					
Services professionnels, scientifiques et techniques						
Total	1 868	1 004	946	1 163	1 685	2 889
Contrôle canadien	1 382	602	338	471	1 181	2 267
Contrôle étranger	486	402	608	693	504	622
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement						
Total	1 541	1 615	1 763	1 638	1 959	2 464
Contrôle canadien	1 004	1 091	1 099	1 117	1 190	1 650
Contrôle étranger	537	524	663	521	769	815
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale						
Total	1 603	1 687	2 022	2 225	3 076	3 643
Contrôle canadien	1 614	1 683	2 011	2 217	3 069	3 614
Contrôle étranger	-11	4	11	8	7	28
Arts, spectacles et loisirs						
Total	4 779	5 881	4 591	5 402	5 369	5 697
Contrôle canadien	4 709	5 844	4 508	5 331	5 336	5 681
Contrôle étranger	70	36	83	71	33	16
Hébergement et services de restauration						
Total	1 941	1 587	1 790	1 984	1 484	1 958
Contrôle canadien	1 653	1 263	1 415	1 577	1 193	1 557
Contrôle étranger	288	324	375	407	291	401
Réparation, entretien et services personnels						
Total	1 130	810	824	1 237	938	1 191
Contrôle canadien	795	746	786	1 131	812	973
Contrôle étranger	335	F	39	106	125	217
Financières et assurances						
Intermédiation financière par le biais de dépôts						
Total	19 415	20 618	19 235	16 481	23 096	25 418
Contrôle canadien	17 700	19 309	17 937	15 481	22 016	23 931
Contrôle étranger	1 714	1 309	1 298	1 000	1 079	1 487
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts						
Total	7 150	8 580	8 281	8 681	9 284	6 526
Contrôle canadien	4 336	5 136	3 961	3 938	3 871	941
Contrôle étranger	2 815	3 445	4 320	4 744	5 413	5 586
Sociétés d'assurance et activités connexes						
Total	5 092	5 966	4 760	5 392	9 230	12 306
Contrôle canadien	3 028	3 532	2 515	3 257	5 580	5 900
Contrôle étranger	2 064	2 433	2 245	2 135	3 650	6 406
Autres industries financières						
Total	10 575	12 143	10 187	8 988	9 938	14 029
Contrôle canadien	9 745	10 660	9 204	7 484	8 571	12 460
Contrôle étranger	830	1 483	984	1 504	1 367	1 570

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

61-008-X	Statistiques financières trimestrielles des entreprises
61-219-X	Statistiques financières et fiscales des entreprises
61-517-X	Liens de parenté entre sociétés

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

179-0004	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM), variables financières principales
180-0003	Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2503	La Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM) (anciennement CALURA)
2510	Statistiques financières et fiscales des entreprises

Tableaux statistiques

Tableau 1

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	313	515	225	1 053	x	x	60 448	61 501
2003	306	545	227	1 078	x	x	56 524	57 602
2002	401	x	x	1 056	x	x	52 788	53 844
2001	384	x	x	873	x	x	49 382	50 255
2000	459	443	180	1 082	x	x	44 980	46 062
1999	285	259	432	976	x	x	41 791	42 767
Revenus d'exploitation								
2004	210	365	102	677	x	x	39 591	40 268
2003	197	375	66	638	x	x	38 159	38 796
2002	294	x	x	705	x	x	36 578	37 283
2001	264	x	x	568	x	x	35 722	36 290
2000	330	384	81	795	x	x	33 103	33 898
1999	363	250	369	982	x	x	29 497	30 479
Bénéfices d'exploitation								
2004	16	9	-12	13	x	x	2 131	2 144
2003	8	15	-17	6	x	x	1 394	1 400
2002	5	x	x	-50	x	x	2 196	2 146
2001	9	x	x	8	x	x	2 593	2 601
2000	22	52	14	87	x	x	2 290	2 378
1999	36	28	49	113	x	x	1 735	1 848
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2004	0,5	0,8	0,4	1,7	x	x	98,3	100
2003	0,5	0,9	0,4	1,9	x	x	98,1	100
2002	0,7	x	x	2,0	x	x	98,0	100
2001	0,8	x	x	1,7	x	x	98,3	100
2000	1,0	1,0	0,4	2,3	x	x	97,7	100
1999	0,7	0,6	1,0	2,3	x	x	97,7	100
Revenus d'exploitation								
2004	0,5	0,9	0,3	1,7	x	x	98,3	100
2003	0,5	1,0	0,2	1,6	x	x	98,4	100
2002	0,8	x	x	1,9	x	x	98,1	100
2001	0,7	x	x	1,6	x	x	98,4	100
2000	1,0	1,1	0,2	2,3	x	x	97,7	100
1999	1,2	0,8	1,2	3,2	x	x	96,8	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	0,8	0,4	-0,6	0,6	x	x	99,4	100
2003	0,6	1,1	-1,2	0,4	x	x	99,6	100
2002	0,2	x	x	-2,3	x	x	102,3	100
2001	0,3	x	x	0,3	x	x	99,7	100
2000	0,9	2,2	0,6	3,7	x	x	96,3	100
1999	2,0	1,5	2,6	6,1	x	x	93,9	100

Nota : Pour des raisons d'arrondissement, les agrégats retrouvés dans les tableaux explicatifs contenus dans le corps du texte ne correspondent pas exactement avec les agrégats retrouvés dans les tableaux statistiques

Tableau 2

Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	96 745	x	x	129 686	x	x	158 892	288 578
2003	92 442	x	x	119 805	x	x	134 361	254 165
2002	x	x	x	115 542	x	x	117 657	233 198
2001	x	x	x	104 568	x	x	109 357	213 925
2000	x	x	x	71 888	x	x	100 563	172 452
1999	49 545	1 112	F	58 295	x	x	74 351	132 646
Revenus d'exploitation								
2004	42 586	x	x	64 937	x	x	52 673	117 609
2003	42 704	x	x	61 350	x	x	46 503	107 853
2002	x	x	x	49 387	x	x	50 532	99 919
2001	x	x	x	49 676	x	x	47 601	97 277
2000	x	x	x	44 087	x	x	37 530	81 617
1999	21 915	725	F	26 454	x	x	22 796	49 250
Bénéfices d'exploitation								
2004	8 927	x	x	11 295	x	x	9 226	20 521
2003	8 756	x	x	11 415	x	x	9 573	20 988
2002	x	x	x	6 741	x	x	7 902	14 643
2001	x	x	x	9 766	x	x	10 797	20 564
2000	x	x	x	8 500	x	x	10 363	18 864
1999	2 749	88	F	3 204	x	x	1 214	4 417
pourcentage								
Pourcentage								
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	Étranger et canadien, total
Actif								
2004	33,5	x	x	44,9	x	x	55,1	100
2003	36,4	x	x	47,1	x	x	52,9	100
2002	x	x	x	49,5	x	x	50,5	100
2001	x	x	x	48,9	x	x	51,1	100
2000	x	x	x	41,7	x	x	58,3	100
1999	37,4	0,8	F	43,9	x	x	56,1	100
Revenus d'exploitation								
2004	36,2	x	x	55,2	x	x	44,8	100
2003	39,6	x	x	56,9	x	x	43,1	100
2002	x	x	x	49,4	x	x	50,6	100
2001	x	x	x	51,1	x	x	48,9	100
2000	x	x	x	54,0	x	x	46,0	100
1999	44,5	1,5	F	53,7	x	x	46,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	43,5	x	x	55,0	x	x	45,0	100
2003	41,7	x	x	54,4	x	x	45,6	100
2002	x	x	x	46,0	x	x	54,0	100
2001	x	x	x	47,5	x	x	52,5	100
2000	x	x	x	45,1	x	x	54,9	100
1999	62,2	2,0	F	72,5	x	x	27,5	100

Tableau 6

Fabrication

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	221 442	86 890	26 875	335 208	x	x	331 769	666 977
2003	208 298	78 261	28 467	315 026	x	x	310 700	625 726
2002	206 709	77 988	26 181	310 878	x	x	302 446	613 323
2001	207 625	90 371	25 689	323 684	x	x	280 820	604 504
2000	153 680	88 028	24 436	266 143	x	x	325 815	591 958
1999	159 190	56 326	26 294	241 810	274 680	577	275 258	517 067
Revenus d'exploitation								
2004	234 216	84 541	41 082	359 840	x	x	335 999	695 838
2003	221 823	76 709	40 645	339 177	x	x	313 524	652 701
2002	223 383	77 853	37 963	339 199	x	x	309 093	648 293
2001	222 498	80 843	36 930	340 271	x	x	298 809	639 080
2000	216 701	79 559	33 386	329 646	x	x	320 930	650 576
1999	223 694	51 228	33 638	308 561	282 787	699	283 486	592 047
Bénéfices d'exploitation								
2004	15 425	6 679	1 849	23 953	x	x	20 577	44 530
2003	11 281	5 682	1 331	18 294	x	x	14 394	32 688
2002	11 878	5 951	1 728	19 557	x	x	18 314	37 871
2001	11 620	6 028	1 471	19 120	x	x	16 050	35 170
2000	20 799	6 333	2 002	29 134	x	x	23 177	52 311
1999	17 984	5 559	2 602	26 145	20 696	56	20 752	46 897
Pourcentage								
pourcentage								
Actif								
2004	33,2	13,0	4,0	50,3	x	x	49,7	100
2003	33,3	12,5	4,5	50,3	x	x	49,7	100
2002	33,7	12,7	4,3	50,7	x	x	49,3	100
2001	34,3	14,9	4,2	53,5	x	x	46,5	100
2000	26,0	14,9	4,1	45,0	x	x	55,0	100
1999	30,8	10,9	5,1	46,8	53,1	0,1	53,2	100
Revenus d'exploitation								
2004	33,7	12,1	5,9	51,7	x	x	48,3	100
2003	34,0	11,8	6,2	52,0	x	x	48,0	100
2002	34,5	12,0	5,9	52,3	x	x	47,7	100
2001	34,8	12,6	5,8	53,2	x	x	46,8	100
2000	33,3	12,2	5,1	50,7	x	x	49,3	100
1999	37,8	8,7	5,7	52,1	47,8	0,1	47,9	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	34,6	15,0	4,2	53,8	x	x	46,2	100
2003	34,5	17,4	4,1	56,0	x	x	44,0	100
2002	31,4	15,7	4,6	51,6	x	x	48,4	100
2001	33,0	17,1	4,2	54,4	x	x	45,6	100
2000	39,8	12,1	3,8	55,7	x	x	44,3	100
1999	38,3	11,9	5,5	55,7	44,1	0,1	44,3	100

Tableau 8

Commerce de détail

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	26 450	3 263	613	30 326	111 950	2 060	114 010	144 337
2003	23 803	3 169	692	27 664	107 023	2 464	109 487	137 151
2002	21 681	3 654	638	25 973	101 814	2 230	104 044	130 017
2001	19 071	3 237	584	22 892	91 629	2 066	93 696	116 588
2000	16 632	2 620	502	19 755	88 761	1 876	90 637	110 392
1999	15 441	3 553	402	19 395	81 033	1 393	82 425	101 821
Revenus d'exploitation								
2004	50 221	8 349	2 413	60 984	305 635	9 967	315 602	376 586
2003	47 305	7 743	2 379	57 426	291 102	12 034	303 136	360 562
2002	45 088	8 644	2 279	56 012	280 412	10 758	291 171	347 183
2001	42 502	7 998	2 123	52 623	255 442	10 920	266 363	318 986
2000	39 112	7 291	2 093	48 496	243 226	7 741	250 967	299 463
1999	34 611	7 663	1 690	43 963	223 156	8 459	231 615	275 579
Bénéfices d'exploitation								
2004	2 349	1	21	2 370	8 978	3 344	12 322	14 693
2003	2 158	131	44	2 333	6 878	4 553	11 431	13 764
2002	1 678	187	30	1 895	6 485	4 256	10 742	12 637
2001	1 263	198	24	1 485	5 542	4 353	9 895	11 380
2000	1 315	204	73	1 592	4 825	2 668	7 493	9 085
1999	1 188	462	49	1 699	4 812	3 028	7 840	9 540
pourcentage								
Actif								
2004	18,3	2,3	0,4	21,0	77,6	1,4	79,0	100
2003	17,4	2,3	0,5	20,2	78,0	1,8	79,8	100
2002	16,7	2,8	0,5	20,0	78,3	1,7	80,0	100
2001	16,4	2,8	0,5	19,6	78,6	1,8	80,4	100
2000	15,1	2,4	0,5	17,9	80,4	1,7	82,1	100
1999	15,2	3,5	0,4	19,0	79,6	1,4	81,0	100
Revenus d'exploitation								
2004	13,3	2,2	0,6	16,2	81,2	2,6	83,8	100
2003	13,1	2,1	0,7	15,9	80,7	3,3	84,1	100
2002	13,0	2,5	0,7	16,1	80,8	3,1	83,9	100
2001	13,3	2,5	0,7	16,5	80,1	3,4	83,5	100
2000	13,1	2,4	0,7	16,2	81,2	2,6	83,8	100
1999	12,6	2,8	0,6	16,0	81,0	3,1	84,0	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	16,0	0,0	0,1	16,1	61,1	22,8	83,9	100
2003	15,7	1,0	0,3	17,0	50,0	33,1	83,0	100
2002	13,3	1,5	0,2	15,0	51,3	33,7	85,0	100
2001	11,1	1,7	0,2	13,1	48,7	38,3	86,9	100
2000	14,5	2,2	0,8	17,5	53,1	29,4	82,5	100
1999	12,5	4,8	0,5	17,8	50,4	31,7	82,2	100

Tableau 9

Transport et entreposage

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	30 631	6 490	880	38 001	93 993	9 534	103 526	141 527
2003	26 347	5 987	624	32 958	85 782	11 472	97 254	130 212
2002	25 257	5 751	733	31 740	80 038	11 819	91 858	123 598
2001	23 996	1 434	685	26 115	83 021	10 022	93 043	119 158
2000	15 665	F	675	17 295	91 561	8 593	100 155	117 449
1999	13 988	875	635	15 497	78 460	9 270	87 730	103 227
Revenus d'exploitation								
2004	18 288	3 123	1 958	23 368	81 983	8 607	90 590	113 959
2003	12 081	2 842	1 598	16 521	75 774	8 538	84 312	100 833
2002	11 909	2 019	1 883	15 811	73 790	9 340	83 130	98 941
2001	11 671	1 859	1 919	15 449	74 297	8 894	83 191	98 640
2000	9 375	F	1 944	12 968	73 264	8 472	81 735	94 704
1999	8 791	1 260	1 952	12 003	67 398	8 024	75 423	87 425
Bénéfices d'exploitation								
2004	2 667	342	235	3 244	4 035	329	4 363	7 608
2003	1 947	309	127	2 383	3 735	379	4 114	6 497
2002	1 985	309	207	2 500	4 160	378	4 537	7 037
2001	1 852	-130	126	1 848	2 465	272	2 737	4 585
2000	1 554	F	77	1 647	3 612	278	3 891	5 538
1999	1 634	74	76	1 784	3 760	300	4 060	5 844
pourcentage								
Pourcentage								
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	Étranger et canadien, total
Actif								
2004	21,6	4,6	0,6	26,9	66,4	6,7	73,1	100
2003	20,2	4,6	0,5	25,3	65,9	8,8	74,7	100
2002	20,4	4,7	0,6	25,7	64,8	9,6	74,3	100
2001	20,1	1,2	0,6	21,9	69,7	8,4	78,1	100
2000	13,3	F	0,6	14,7	78,0	7,3	85,3	100
1999	13,6	0,8	0,6	15,0	76,0	9,0	85,0	100
Revenus d'exploitation								
2004	16,0	2,7	1,7	20,5	71,9	7,6	79,5	100
2003	12,0	2,8	1,6	16,4	75,1	8,5	83,6	100
2002	12,0	2,0	1,9	16,0	74,6	9,4	84,0	100
2001	11,8	1,9	1,9	15,7	75,3	9,0	84,3	100
2000	9,9	F	2,1	13,7	77,4	8,9	86,3	100
1999	10,1	1,4	2,2	13,7	77,1	9,2	86,3	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	35,1	4,5	3,1	42,6	53,0	4,3	57,4	100
2003	30,0	4,8	2,0	36,7	57,5	5,8	63,3	100
2002	28,2	4,4	2,9	35,5	59,1	5,4	64,5	100
2001	40,4	-2,8	2,7	40,3	53,8	5,9	59,7	100
2000	28,1	F	1,4	29,7	65,2	5,0	70,3	100
1999	28,0	1,3	1,3	30,5	64,3	5,1	69,5	100

Tableau 11

Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	70 544	x	x	106 414	19 639	66 279	85 919	192 333
2003	63 514	x	x	95 009	15 530	65 133	80 662	175 672
2002	63 269	19 486	8 365	91 121	18 197	64 061	82 258	173 379
2001	58 679	16 459	7 479	82 617	17 468	61 680	79 148	161 765
2000	57 766	17 958	9 111	84 835	18 393	55 554	73 947	158 782
1999	63 137	4 695	11 866	79 698	19 973	52 484	72 457	152 155
Revenus d'exploitation								
2004	9 461	x	x	13 029	3 404	1 016	4 421	17 450
2003	8 774	x	x	12 195	3 101	5 137	8 238	20 433
2002	8 743	2 081	648	11 473	3 223	5 074	8 297	19 770
2001	8 402	1 992	678	11 072	2 864	5 306	8 171	19 243
2000	7 591	2 112	800	10 504	3 194	5 355	8 549	19 053
1999	7 999	675	849	9 524	3 539	4 704	8 243	17 767
Bénéfices d'exploitation								
2004	3 085	x	x	5 586	790	151	941	6 526
2003	2 908	x	x	5 413	626	3 245	3 871	9 284
2002	2 847	1 501	396	4 744	655	3 282	3 938	8 681
2001	2 948	1 018	354	4 320	549	3 412	3 961	8 281
2000	2 170	774	500	3 445	778	4 357	5 136	8 580
1999	1 920	262	633	2 815	520	3 815	4 336	7 150
pourcentage								
Actif								
2004	36,7	x	x	55,3	10,2	34,5	44,7	100
2003	36,2	x	x	54,1	8,8	37,1	45,9	100
2002	36,5	11,2	4,8	52,6	10,5	36,9	47,4	100
2001	36,3	10,2	4,6	51,1	10,8	38,1	48,9	100
2000	36,4	11,3	5,7	53,4	11,6	35,0	46,6	100
1999	41,5	3,1	7,8	52,4	13,1	34,5	47,6	100
Revenus d'exploitation								
2004	54,2	x	x	74,7	19,5	5,8	25,3	100
2003	42,9	x	x	59,7	15,2	25,1	40,3	100
2002	44,2	10,5	3,3	58,0	16,3	25,7	42,0	100
2001	43,7	10,4	3,5	57,5	14,9	27,6	42,5	100
2000	39,8	11,1	4,2	55,1	16,8	28,1	44,9	100
1999	45,0	3,8	4,8	53,6	19,9	26,5	46,4	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	47,3	x	x	85,6	12,1	2,3	14,4	100
2003	31,3	x	x	58,3	6,7	35,0	41,7	100
2002	32,8	17,3	4,6	54,6	7,5	37,8	45,4	100
2001	35,6	12,3	4,3	52,2	6,6	41,2	47,8	100
2000	25,3	9,0	5,8	40,1	9,1	50,8	59,9	100
1999	26,9	3,7	8,8	39,4	7,3	53,4	60,6	100

Tableau 14

Intermédiation financière par le biais de dépôts

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	36 403	78 087	8 444	122 934	x	x	1 547 177	1 670 111
2003	29 111	63 706	11 975	104 793	x	x	1 413 641	1 518 434
2002	26 360	64 026	10 078	100 464	x	x	1 330 740	1 431 205
2001	32 639	61 970	10 431	105 039	x	x	1 274 417	1 379 457
2000	26 143	56 229	10 845	93 216	x	x	1 188 200	1 281 416
1999	23 798	100 693	10 369	134 860	x	x	1 079 380	1 214 240
Revenus d'exploitation								
2004	1 221	3 488	325	5 034	x	x	82 477	87 511
2003	1 284	3 204	591	5 079	x	x	81 719	86 798
2002	1 286	3 201	563	5 050	x	x	78 211	83 261
2001	2 119	4 024	901	7 044	x	x	88 172	95 216
2000	2 606	4 458	918	7 982	x	x	87 520	95 502
1999	1 513	8 360	1 276	11 150	x	x	74 262	85 412
Bénéfices d'exploitation								
2004	380	1 013	94	1 487	x	x	23 931	25 418
2003	270	698	111	1 079	x	x	22 016	23 096
2002	183	688	129	1 000	x	x	15 481	16 481
2001	263	824	211	1 298	x	x	17 937	19 235
2000	360	730	219	1 309	x	x	19 309	20 618
1999	359	1 147	209	1 714	x	x	17 700	19 415
pourcentage								
Actif								
2004	2,2	4,7	0,5	7,4	x	x	92,6	100
2003	1,9	4,2	0,8	6,9	x	x	93,1	100
2002	1,8	4,5	0,7	7,0	x	x	93,0	100
2001	2,4	4,5	0,8	7,6	x	x	92,4	100
2000	2,0	4,4	0,8	7,3	x	x	92,7	100
1999	2,0	8,3	0,9	11,1	x	x	88,9	100
Revenus d'exploitation								
2004	1,4	4,0	0,4	5,8	x	x	94,2	100
2003	1,5	3,7	0,7	5,9	x	x	94,1	100
2002	1,5	3,8	0,7	6,1	x	x	93,9	100
2001	2,2	4,2	0,9	7,4	x	x	92,6	100
2000	2,7	4,7	1,0	8,4	x	x	91,6	100
1999	1,8	9,8	1,5	13,1	x	x	86,9	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	1,5	4,0	0,4	5,8	x	x	94,2	100
2003	1,2	3,0	0,5	4,7	x	x	95,3	100
2002	1,1	4,2	0,8	6,1	x	x	93,9	100
2001	1,4	4,3	1,1	6,7	x	x	93,3	100
2000	1,7	3,5	1,1	6,3	x	x	93,7	100
1999	1,8	5,9	1,1	8,8	x	x	91,2	100

Tableau 21

Réparation, entretien et services personnels

Valeur	Étranger				Canadien			Étranger et canadien, total
	États-Unis	Union européenne	Autres	Total	Entreprises privées	Entreprises commerciales publiques	Total	
millions de dollars								
Actif								
2004	4 869	F	123	5 228	x	x	23 242	28 470
2003	4 582	173	121	4 876	x	x	20 790	25 666
2002	4 235	x	x	4 515	x	x	19 408	23 923
2001	1 643	x	x	1 940	x	x	18 659	20 598
2000	F	x	x	F	x	x	18 727	20 946
1999	2 572	x	x	3 176	x	x	18 901	22 077
Revenus d'exploitation								
2004	1 682	F	182	2 128	x	x	30 449	32 577
2003	1 432	177	204	1 813	x	x	28 731	30 544
2002	1 331	x	x	1 712	x	x	28 314	30 025
2001	1 309	x	x	1 676	x	x	26 961	28 637
2000	F	x	x	F	x	x	25 374	27 914
1999	3 504	x	x	4 591	x	x	24 530	29 121
Bénéfices d'exploitation								
2004	203	F	-1	217	x	x	973	1 191
2003	126	10	-10	125	x	x	812	938
2002	90	x	x	106	x	x	1 131	1 237
2001	30	x	x	39	x	x	786	824
2000	F	x	x	F	x	x	746	810
1999	192	x	x	335	x	x	795	1 130
pourcentage								
Actif								
2004	17,1	F	0,4	18,4	x	x	81,6	100
2003	17,9	0,7	0,5	19,0	x	x	81,0	100
2002	17,7	x	x	18,9	x	x	81,1	100
2001	8,0	x	x	9,4	x	x	90,6	100
2000	F	x	x	F	x	x	89,4	100
1999	11,7	x	x	14,4	x	x	85,6	100
Revenus d'exploitation								
2004	5,2	F	0,6	6,5	x	x	93,5	100
2003	4,7	0,6	0,7	5,9	x	x	94,1	100
2002	4,4	x	x	5,7	x	x	94,3	100
2001	4,6	x	x	5,9	x	x	94,1	100
2000	F	x	x	F	x	x	90,9	100
1999	12,0	x	x	15,8	x	x	84,2	100
Bénéfices d'exploitation								
2004	17,1	F	-0,1	18,3	x	x	81,7	100
2003	13,4	1,1	-1,1	13,4	x	x	86,6	100
2002	7,3	x	x	8,6	x	x	91,4	100
2001	3,6	x	x	4,7	x	x	95,3	100
2000	F	x	x	F	x	x	92,0	100
1999	17,0	x	x	29,6	x	x	70,4	100

Sources de données

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise ses données de deux grandes sources :

- (a) données sur le contrôle étranger principalement tirées des déclarations produites tous les ans à Statistique Canada en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) statistiques financières venant du Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI).

Comme la publication annuelle portant sur la statistique financière des entreprises traite déjà en profondeur des concepts, des méthodes et de la qualité des données financières, nous ne reproduisons ici que des éléments de ce traitement. Nous renvoyons le lecteur intéressé à la dernière version de la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises 2004* (No. au catalogue 61-219-X) pour un examen complet de la question. On peut trouver ce document au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous « Produits et services ».

Méthodologie

Introduction

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations produites sur la propriété et les pays de résidence des propriétaires de sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM). Ces données sont recueillies au niveau des personnes morales. Elles sont ensuite reliées aux données financières du Programme des statistiques financières et fiscales des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie aux fins de la présente publication. Ces données sont présentées au niveau des entreprises. Notre rapport porte donc sur les entreprises

Champ d'observation

La *Loi sur les déclarations des personnes morales* exige une déclaration complète de toute société exerçant une activité économique au Canada et dont les revenus bruts sont de plus de 15 millions de dollars ou dont l'actif est plus de 10 millions de dollars ou dont la dette à long terme ou l'avoir dû aux non-résidents est d'une valeur comptable de plus de 200 000 \$. Dans les calculs qu'elle doit effectuer, chaque société doit tenir compte des revenus et de l'actif de ses sociétés affiliées aux termes de la Loi.

Méthodes

Données sur les pays de contrôle

Le rapport au Parlement dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* (LDPM) puise dans trois grandes sources ses données sur les pays de contrôle :

- (a) données tirées des déclarations de propriété produites à Statistique Canada comme organisme d'administration de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*;
- (b) recherche dans les sources publiques décrivant le contrôle et la structure des sociétés;
- (c) données puisées dans les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada qui se retrouvent dans le Registre des entreprises de Statistique Canada.

Respectant la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, Statistique Canada traite les données de déclaration de propriété pour toutes les sociétés répondant aux critères financiers énoncés par cette loi (voir plus haut la section « Champ d'observation »). Grâce à ces données, nous établissons les liens entre les sociétés mères et leurs filiales. Le but étant, de dégager la structure de parenté des sociétés et de reconnaître le pays de contrôle ultime. Quelques 40 000 sociétés répondent à ces critères tous les ans.

Les données administratives sont complétées par des données de recherche provenant d'autres sources publiques à des fins d'actualisation des données : Sites web, gazettes, coupures de presse ou les registres des entreprises des gouvernements fédéraux et provinciaux.

Nous avons recourt à une troisième source de renseignements sur les pays de contrôle par les dossiers administratifs de l'Agence du revenu du Canada pour toutes les autres sociétés non assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Ces dossiers sont utilisés afin d'établir une description des entreprises de moindre taille dont la structure est habituellement plus simple et qui, pour la plupart, se trouvent sous contrôle canadien.

Données financières

Dans le Programme des statistiques financières des entreprises de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie, nous réunissons trois sources de données financières aux fins de recensement de toutes les unités faisant partie de la population d'intérêt. Les voici :

- données annualisées du Relevé trimestriel des états financiers (RTEF) de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie;
- données de l'enquête de la Division des institutions publiques sur les entreprises publiques (EP) de ressort provincial ou fédéral qui se trouvent dans le secteur des entreprises;
- données administratives d'imposition des sociétés sous la forme de déclarations T2 de revenus des sociétés et dans l'Index général des renseignements financiers (IGRF) de la Division des données fiscales de Statistique Canada.

Période de référence

Les nouvelles données présentées dans ce rapport décrivent les activités des entreprises en 2004. Les données de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises portent approximativement sur la période d'une année civile. Les données sur les entreprises publiques visent des exercices qui souvent, correspondent à l'exercice (d'avril à mars) des administrations publiques, mais qui, à compter de l'année de référence 2002, ont été adaptées à un traitement par année civile. Les données administratives de l'Agence du revenu du Canada que nous utilisons proviennent des états financiers produits par les sociétés dans leurs déclarations de revenus pour les exercices qui se sont terminés dans l'année civile. Nous établissons donc des estimations pour les années civiles par des agrégations de branches d'activité qui consistent en réalité en une combinaison de données tant d'année civile que d'exercice qui peuvent ne pas correspondre parfaitement à un traitement par année civile.

Informations financières

Le présent rapport décrit en détail le contrôle étranger de toutes les sociétés exerçant leurs activités au Canada. Le tableau explicatif 1 résume la population appréhendée. Nous comptons 1 274 652 sociétés en exploitation au Canada en 2004. Inclut dans ce total, nous retrouvons la « gestion de sociétés et d'entreprises » que nous excluons du présent rapport. Le Relevé trimestriel des états financiers nous fournit des données consolidées sur 3 414 entreprises de très grande taille. L'enquête sur les entreprises publiques nous renseigne sur 124 entreprises. Le reste de l'information provient des données administratives sur la fiscalité des entreprises.

Tableau explicatif 1

Contribution à l'actif et aux revenus d'exploitation selon la source de données, 2004

Source d'information	Entreprises		Proportion de l'actif total	Proportion des revenus d'exploitation totaux
	nombre	%		
Relevé trimestriel des états financiers	3 414	69		49
Données sur les entreprises publiques	124	7		3
Données administratives sur la fiscalité des entreprises	1 271 114	24		48
Total	1 274 652	100	100	100

Collecte et traitement

Les données sur les états financiers (RTEF) et les entreprises publiques (EP) sont recueillies au niveau de l'entreprise, mais les données administratives sur la fiscalité, sont recueillies au niveau non consolidé des

personnes morales. Nous récapitulons les données des personnes morales appartenant à une famille de sociétés (personnes morales multiples) au niveau des entreprises.

Vérification et imputation

Les données financières font l'objet de plusieurs vérifications de cohérence interne et de contrôle de valeurs extrêmes. Nous procédons à l'imputation de non-réponse globale par deux méthodes générales. La méthode privilégiée et communément adoptée fait appel à des données chronologiques sur les unités de non-réponse et les tendances actuelles des principales caractéristiques d'unités analogues. À défaut de données chronologiques sur les « naissances » par exemple, nous prenons des « donneurs » de la même taille et de la même branche d'activité pour combler les valeurs manquantes. Voir la publication *Statistiques financières et fiscales des entreprises (2004)* pour plus de détails.

Exclusion de l'industrie de la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55)

Est exclu des totalisations du présent rapport la « gestion de sociétés et d'entreprises » (SCIAN 55), qui ne fait pas l'objet d'une consolidation au niveau de l'entreprise. Sont également exclues depuis le milieu des années 80, les sociétés de portefeuille de la publication LDPM.

Les sociétés de portefeuille qui sont consolidées avec les autres composantes de leur entreprise sont classifiées selon le code SCIAN correspondant à l'activité prédominante de l'entreprise.

Révisions

Les données financières des années antérieures utilisées dans ce rapport sont des données révisées, suite à l'amélioration des taux de réponse, des corrections d'erreurs et d'autres modifications. Les données sur les sociétés et les pays de contrôle font l'objet d'une révision moins systématique, bien que des modifications y soient apportées.

Concepts et indicateurs

Concepts principaux

Unité statistique

L'unité statistique du présent rapport est l'**entreprise**. Une entreprise est une famille d'affaires commerciales sous propriété et contrôle communs pour lesquelles un ensemble d'états financiers consolidés est produit annuellement.

La participation majoritaire appelée contrôle de l'entreprise, peut venir d'un particulier, d'un groupe, d'une société ou d'une administration publique. Les sociétés contrôlées sont appelées filiales. Une entreprise à sociétés multiples comprend une ou plusieurs filiales. Une société non contrôlée par une autre société et qui n'en contrôle pas à son tour une autre est appelée une entreprise à société unique.

Les entreprises publiques (EP) sont les entreprises du secteur public qui se livrent à des activités commerciales.

Contrôle des sociétés

Il y a contrôle d'une société si on a la possibilité d'influencer la prise de décisions stratégiques du conseil d'administration d'une société. Il y a **contrôle direct** par un particulier, un groupe ou une société si plus de la moitié des actions donnant droit de vote d'une société sont détenues, directement ou indirectement, autrement qu'à des fins de sûreté par les soins ou au bénéfice de ce particulier, de ce groupe ou de cette société. Dans le cas des options ou des droits irrévocables d'acquisition d'actions, on calcule les participations par actions donnant droit de vote comme si toutes les options avaient été exercées. Le **contrôle effectif** d'une société est le contrôle qui s'exerce par des moyens autres que celui de la propriété de la majorité des actions donnant droit de vote. C'est le contrôle qui est attribué dans la base de données et la publication sur les liens de parenté entre sociétés. Voici les règles d'évaluation d'une situation de contrôle effectif :

- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une société de fiducie ou d'une succession où font aussi partie d'un groupe lié, la société en question est effectivement contrôlée par cette société de fiducie, cette succession ou ce groupe lié.
- Si plus de la moitié des administrateurs d'une société sont aussi administrateurs d'une autre société et que celle-ci est propriétaire d'une partie appréciable des actions donnant droit de vote de celle-là, on juge que la première est sous le contrôle effectif de la seconde.
- Si une société est propriétaire de plus de 33 % des actions donnant droit de vote d'une autre société et que cette tranche d'actions est supérieure en pourcentage aux deux tranches suivantes combinées, la seconde est considérée comme étant sous le contrôle effectif de la première.
- Si un contrôle est reconnu par une société, cette reconnaissance suffit à l'attribution du contrôle effectif.

Il faut enfin user de prudence dans l'utilisation du terme « contrôle ». Dans bien des cas où l'on parle d'une situation de contrôle, les sociétés peuvent encore jouir d'une autonomie considérable dans leurs activités financières, commerciales ou opérationnelles. La notion de contrôle d'une société devrait être tenue pour une simple possibilité qui se réalise dans un monde de sociétés industrielles aux pratiques de gestion des plus variées.

Pays de contrôle

Le plus souvent lorsqu'on parle de contrôle étranger, le pays de contrôle est le pays de résidence de la société mère, de la famille d'entreprises, de la société de fiducie, de la succession ou du groupe lié qui exerce ce contrôle étranger. Chaque filiale d'une entreprise internationale est assignée au même pays de contrôle que sa société mère. Une société dont les droits de vote appartiennent à parts égales à des sociétés sous contrôle canadien et sous contrôle étranger se voit attribuer le pays de contrôle du propriétaire sous contrôle étranger. Si deux sociétés sous contrôle étranger sont copropriétaires à parts égales des droits de vote d'une société résidente au Canada, le pays de contrôle est attribué selon l'ordre de préférence déterminé par le niveau global d'investissement direct étranger au Canada. Ainsi, les États-Unis ont préséance à cet égard sur tous les autres pays de sociétés étrangères, puisqu'ils présentent le plus haut niveau d'investissement direct étranger au Canada.

Classification des branches d'activité

Les données financières annuelles après 1998 ont récemment passées au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 2002) du SCIAN Canada 1997 qui était utilisé précédemment. Pour la période de 1988 à 1998 inclusivement, la Classification type des industries pour les sociétés et les entreprises (CTI-C 1980) a été utilisée. Avant 1988, on se reportait à la Classification des activités économiques pour les établissements (CAE-E) de 1960.

Le SCIAN est une classification industrielle par activités qui a été élaborée par les organismes statistiques du Canada, du Mexique et des États-Unis en vue de créer un cadre uniforme de collecte, d'analyse et de diffusion des statistiques industrielles exploitées par les analystes de politiques publiques, les milieux universitaires, les chercheurs, le monde des affaires et la population. Il vise principalement à la caractérisation de la production économique des établissements. L'activité qui contribue le plus à la valeur ajoutée dicte le code SCIAN de l'établissement.

Au moment d'établir le code SCIAN à attribuer à une entreprise statistique, nous déterminons le code SCIAN de chaque établissement appartenant à cette entreprise. C'est le code représentant l'établissement à la valeur ajoutée la plus importante qui est alors attribué à l'entreprise statistique. À la différence de la CTI-C de 1980, le SCIAN ne classe pas les activités en intégration. Ainsi, une entreprise du secteur pétrolier peut s'occuper d'exploration, d'extraction, d'affinage, d'expédition et de vente au détail de produits pétroliers. Dans la CTI de 1980, il y avait un code de classification pour les activités pétrolières en intégration, mais dans le SCIAN, on attribue un code à une entreprise selon l'activité qui apporte le plus de valeur ajoutée. Cette classification est une nomenclature fine et hiérarchisée qui compte 920 branches d'activité à 6 chiffres. Ces branches sont agrégées en 21 secteurs d'activité : extraction minière, fabrication, commerce de gros ou de détail, construction, etc. (tableau explicatif 1).

Tableau explicatif 1

Niveau de regroupement de la publication

Industrie	SCIAN Canada 2002
Total des branches d'activité non financières	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11
Extraction de pétrole et de gaz et activités de soutien	211, 213
Extraction minière (sauf l'extraction de pétrole et de gaz)	212
Services publics	22
Construction	23
Fabrication	31, 32, 33
Commerce de gros	41
Commerce de détail	44, 45
Transport et entreposage	48, 49
Industrie de l'information et industrie culturelle	51
Services immobiliers et services de location et de location à bail	53
Services professionnels, scientifiques et techniques	54
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	56
Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale	61, 62
Arts, spectacles et loisirs	71
Hébergement et services de restauration	72
Réparation, entretien et services personnels	811, 812, 813
Total des branches d'activité financières et assurances	
Intermédiation financière par le biais de dépôts	5221
Intermédiation financière non faite par le biais de dépôts	5222
Sociétés d'assurance et activités connexes	524
Autres industries financières	5223, 523

Indicateurs clés

L'**actif total** est l'ensemble des ressources économiques sur lesquelles l'entreprise exerce un certain contrôle : encaisse et dépôts, comptes débiteurs et produits courus, stocks, placements et comptes avec les sociétés mères, les filiales et les sociétés affiliées, investissements de portefeuille, prêts consentis à d'autres entreprises, immobilisations, etc.

Les **revenus d'exploitation** sont le produit de la vente de biens et de services, de location et de location-exploitation et sous forme de commissions, de droits de franchisage, de redevances, etc.

Les **dépenses d'exploitation** sont le coût des biens et des services comme facteur de production, les salaires et traitements, la quote-part patronale dans les régimes d'avantages sociaux des salariés, les contributions indirectes, les frais de dépréciation, d'amortissement financier et d'épuisement des bâtiments, des machines et des ressources naturelles, etc.

Les **benefices d'exploitation** sont la différence entre les revenus et les dépenses d'exploitation. Ils sont le produit net des principales activités commerciales d'une entreprise. Ces bénéfices se présentent avant prise en compte des frais d'intérêts, des revenus de placement, des pertes non récurrentes par moins-value d'actif, des gains et pertes sur cession d'actif et des charges d'impôt sur le revenu.

La **marge bénéficiaire d'exploitation** correspond à la capacité de la direction à tirer des bénéfices des activités commerciales principales de l'entreprise. Elle se présente comme le quotient des bénéfices et des revenus d'exploitation.

$$\text{Marge bénéficiaire d'exploitation} = \frac{\text{Bénéfices d'exploitation}}{\text{Revenus totaux d'exploitation}}$$

Précision des données

Pays de contrôle

Les données sur les pays de contrôle proviennent principalement des déclarations de propriété produites par les sociétés assujetties à la *Loi sur les déclarations des personnes morales*. Les sociétés qui se trouvent au dessus d'un certain seuil sont tenues de produire des déclarations contrairement aux autres. On y voit donc là, un recensement de toutes les sociétés dépassant ce seuil et, par conséquent, la précision de ces données n'est pas mesurée par le coefficient de variation habituel.

Nous disposons cependant d'un certain nombre de procédures destinées à garantir la précision des données sur les pays de contrôle. Les analystes se reportent aux structures des années antérieures afin d'identifier les cas où des modifications de structure et de contrôle de sociétés ont bel et bien été déclarées. Les modifications apportées sont scrutées et validées à l'aide de sources utilisées par une équipe de spécialistes de l'analyse structurelle. Ces spécialistes puisent aussi régulièrement à des sources publiques comme les gazettes provinciales, les revues, les journaux et même l'information des fournisseurs Internet afin de repérer et de mettre à jour les données sur les sociétés de plus grande taille. Les spécialistes de l'analyse structurelle consultent constamment ces mêmes sources pour se renseigner sur les changements de structure et de contrôle des grandes sociétés entre les périodes de production des déclarations relevant de la LDPM. La population visée est extrêmement dynamique, et une observation permanente est essentielle si l'on entend garantir l'exactitude des données relatives à la structure des sociétés. Il faut aussi dire que, par conséquent, une mesure de précision fondée sur l'observation annuelle de la Loi n'a rien de significatif.

Des données uniquement tirées des déclarations de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sauraient suffire à regrouper les sociétés canadiennes dans les entreprises correspondantes, puisque les sociétés sont uniquement tenues de déclarer leur société mère immédiate à l'étranger. Grâce à une recherche dans les publications internationales sur les finances et la propriété, nous avons pu identifier dans bien des cas la société mère possédant le contrôle ultime. Par ce moyen, nous avons pu attribuer avec plus de précision un pays d'origine aux entreprises multinationales.

Données financières

Nous nous sommes considérablement efforcés d'appliquer des normes élevées à toutes les activités de collecte et de traitement, mais les statistiques financières ainsi obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Dans l'information statistique, il existe deux catégories d'erreurs, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui s'appliquent à ce programme, puisqu'il n'y a pas de plan d'échantillonnage appliqué à la production des estimations en question.

Les erreurs non dues à l'échantillonnage sont d'une provenance diverse et difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon l'utilisation des données. Au nombre de ces erreurs, il y a les lacunes de l'information livrée par les sociétés dans leurs déclarations de revenus et des irrégularités de traitement comme les erreurs de saisie de données.

Les statistiques financières ont fait l'objet d'une analyse avant publication. En général, il faut procéder à un examen détaillé des réponses individuelles (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions et tendances économiques en général et à des comparaisons avec d'autres ensembles de données d'intérêt.

Confidentialité

La confidentialité des statistiques financières déclarées est sauvegardée par les dispositions de la *Loi sur la statistique*. C'est pourquoi les statistiques sont diffusées uniquement sous une forme agrégée. Les dispositions de confidentialité de cette loi l'emportent sur les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, le but étant de garantir la confidentialité des données individuellement déclarées par les répondants. Il convient cependant de

noter que les données sur la structure des sociétés obtenues dans le cadre de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* ne sont pas confidentielles en soi. Elles le deviennent lorsqu'elles sont reliées aux données financières recueillies dans le cadre de la *Loi sur la statistique*.

Limites des données

Pour être valables dans une analyse longitudinale ou transversale, les définitions des données doivent être uniformes dans, ou entre les périodes temporelles. La capacité d'exploiter des données pour fin d'analyse dépend du cadre conceptuel où cette information est employée.

Les données en question sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Si les concepts PCGR conviennent à l'application des données, il peut toujours se poser des problèmes de cohérence (entre unités ou dans le temps) à l'égard des éléments pour lesquels les PCGR ne prescrivent pas de traitement particulier ou laissent une certaine latitude. Un des problèmes généraux avec les PCGR pour certaines utilisations est la prescription d'un traitement au coût d'origine des actifs (c'est à-dire à leur coût au moment de l'acquisition). Ainsi, dans le cadre des données du bilan ou les ratios tirés des bilans, les comparaisons dans le temps et entre branches d'activité peuvent induire en erreur.

Disponibilité d'un complément d'information

On peut obtenir des totalisations autres que celles du présent rapport en recouvrement des frais. Les données disponibles relèvent des règles de confidentialité de la *Loi sur la statistique*. On doit en faire la demande auprès de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie de Statistique Canada à Ottawa (téléphone : 1 866 811-6235; télécopieur : (613) 951-0319).

Appendice A

Bibliographie

Cross, P. « L'observateur économique canadien - Fin d'année ». Avril 2005. No. au catalogue 11-010-X. Ottawa : Statistique Canada.

The Economist. « A World Awash with Profits ». 10 février 2005. London.